

MALI
RÉPONSE RAPIDE
DÉPLACEMENT
2024

24-RR-MLI-64753

Khassim Diagne

Coordinateur Résident / Humanitaire par intérim

PARTIE I – APERÇU DE L'ALLOCATION

RÉSUMÉ DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION :

Merci d'indiquer quand la revue après action (RAA) a été conduite et qui y a participé.

21 février 2025

La RRA de cette allocation s'est tenue le 21 février au bureau d'OCHA Mali. Les points focaux techniques des agences récipiendaires, le coordonnateur du groupe sectoriel sur la réponse aux réfugiés ainsi que les membres des clusters nutrition et sécurité alimentaire y ont participé, y compris deux représentants de la FAO, trois de UNHCR, deux d'UNICEF, quatre de WFP ainsi que le chef de bureau adjoint d'OCHA et le point focal CERF. Au cours de cette réunion, OCHA revu sur le contexte de cette allocation ainsi que la procédure de rapportage final. Par la suite, chaque agence récipiendaire a pu dresser le bilan de ses activités en soulignant l'impact stratégique, les contraintes, la coordination, la redevabilité et les leçons apprises des interventions menées.

Merci de confirmer que le rapport final a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordinateurs sectoriels.

Oui Non

Merci de confirmer que le rapport final été partagé pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordinateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes).

Oui Non

1. PRIORISATION STRATÉGIQUE

Déclaration stratégique du Coordinateur Résident / Humanitaire :

Cette allocation CERF de réponse rapide a démontré une double valeur ajoutée stratégique. D'une part, cette allocation a permis d'assurer le rattrapage des populations à risque de famine, identifiées en phase 4 et 5 du Cadre Harmonisé dans le nord du pays. D'autre part, le financement CERF a contribué au renforcement des opérations de réponse multisectorielle à l'afflux de réfugiés burkinabè au centre du Mali. Le PAM et ses partenaires ont ainsi délivré une assistance alimentaire à 134,858 personnes (dont 23,744 réfugiés au centre du pays) à travers des transferts monétaires d'un montant global de plus de 3.2 millions de dollars américains. La FAO et ses partenaires ont contribué à l'amélioration des moyens agricoles et pastoraux de 23 025 personnes vulnérables du centre et du nord Mali, renforçant ainsi leur résilience. Sur le plan nutritionnel, UNICEF en collaboration étroite avec le PAM ont atteint plus de 270 000 personnes (dont plus de 80% femmes et enfants) avec des interventions traitement et prévention de la malnutrition aiguë sévère et modérée. Enfin, cette allocation CERF a permis à UNHCR et ses partenaires de fournir une réponse multisectorielle à l'endroit de près de 21,000 réfugiés, assurant notamment l'enregistrement biométrique, la construction d'espaces temporaires d'apprentissage, la fourniture de kits éducatifs ainsi que la protection des enfants séparés/non-accompagnés et des survivants de violences basées sur le genre (VBG). La communauté humanitaire a ainsi réaffirmé son engagement à soutenir les efforts du gouvernement malien dans la réponse rapide et adéquate aux urgences humanitaires les plus pressantes du pays.

Valeur ajoutée du financement CERF :

Cette allocation CERF a contribué au renforcement de la réponse humanitaire au Mali à plusieurs égards. D'une part, l'assistance alimentaire et nutritionnelle vitale mise en place par le PAM en collaboration avec UNICEF a facilité le rattrapage des populations à risque de famine, identifiées en phase 4 et 5 du Cadre Harmonisé dans le nord du pays en mars 2024. Les résultats des enquêtes de suivi à l'issue des interventions ainsi que ceux du Cadre Harmonisé de novembre 2024 qui n'ont enregistré aucune personne en IPC 5 et une baisse de 43% du nombre de personnes en IPC 4 témoignent de l'impact positif des interventions financées par le CERF. Cette allocation CERF a également permis de mettre en œuvre des interventions durables contribuant à la résilience des populations affectées et renforçant les capacités de certaines structures étatiques. A ce titre, UNICEF et ses partenaires ont formé 125 Agents de Santé Communautaire (ASC) sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (PCIMA), ainsi que 2 155 mères ou gardiens d'enfants de 6 à 59 mois sur le dépistage précoce de la malnutrition à l'aide de la bande de *Shakir*. Grâce à la FAO et ses partenaires, plus de 23 000 personnes issues des communautés déplacées et hôtes du centre et du nord Mali ont bénéficié de kits pastoraux ou maraîchers leur permettant renforcer leurs moyens de subsistance malgré le contexte d'urgence. Enfin, dans le cadre de la réponse multisectorielle à l'afflux de réfugiés, UNHCR et ses partenaires ont également contribué au renforcement des capacités des structures sanitaires locales et à la cohésion sociale entre les déplacés et populations hôtes. Pour ce faire, un appui en énergie solaire a été fourni aux centres de santé de référence (CSRef) de Koro, Tominian, San ainsi qu'à la Maternité de l'Hôpital Régional de Mopti, permettant la continuité de services de santé primaires et l'amélioration de prise en charge des soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base.

Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires ?

Oui

En partie

Non

Toutes les agences récipiendaires de cette allocation ont indiqué être parvenues à délivrer l'assistance aux populations affectées rapidement. Ceci a été rendu possible grâce à une forte présence opérationnelle dans les zones d'intervention et à une collaboration étroite avec les partenaires locaux (ONG nationales et services techniques étatiques) ainsi que les communautés affectées, notamment dans le cadre des processus de ciblage. Le PAM a sollicité une extension sans coûts de son projet mais celle-ci a été due à des contraintes indépendantes de la volonté de l'agence récipiendaire et n'a pas eu d'implications programmatiques ou opérationnelles sur son projet.

Le CERF a-t-il contribué à apporter une réponse dans les temps pour répondre aux besoins pour lesquels l'élément « temps » est critique ?

Oui

En partie

Non

Cette allocation CERF a permis d'apporter une réponse dans les temps, notamment pour les populations les plus vulnérables, y compris celles à risque de famine et les réfugiés. En effet, l'assistance alimentaire et nutritionnelle vitale mise en place par le PAM en collaboration avec UNICEF et leurs partenaires a facilité le rattrapage des populations identifiées en phase 4 et 5 du

Cadre Harmonisé dans le nord du pays. Les résultats des enquêtes post-distributions menées par les différentes agences récipiendaires ainsi que ceux du Cadre Harmonisé de novembre 2024 qui n'ont enregistré aucune population en IPC 5 et une baisse de 43% du nombre de personnes en IPC 4 témoignent de la mise en œuvre de l'assistance à temps et de l'impact positif des interventions financées par le CERF. Quant à la réponse à l'afflux de réfugiés burkinabè, le financement CERF a permis à UNHCR et ses partenaires d'assurer l'enregistrement biométrique rapide des réfugiés, leur permettant ainsi d'avoir un statut et accès rapide aux services sociaux de base au Mali.

Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire ?

Oui

En partie

Non

Cette allocation CERF a significativement contribué au renforcement de la coordination humanitaire. En ce qui concerne les activités d'assistance alimentaire du PAM et de la FAO, le ciblage des zones et bénéficiaires a été réalisé de manière concertée au sein du cluster sécurité alimentaire avec les ONG de mise en œuvre, les partenaires du RRM, les membres de la communauté et la supervision des services du développement social et de l'économie solidaire. En ce qui concerne la nutrition, les acteurs ont souligné l'impact positif de cette allocation CERF sur la coordination au sein de leur groupe sectoriel. L'approche de réponse à l'afflux de réfugiés burkinabè étant multisectorielle, UNHCR et ses partenaires ont renforcé leur collaboration avec différents secteurs y compris la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éducation et la santé. Le projet de UNHCR a ainsi contribué à renforcer le modèle de coordination pour la réponse aux réfugiés (Refugee Coordination Model) et la redynamisation de ses structures de coordination de réponse aux besoins des réfugiés, notamment dans les régions de Bandiagara et Douentza.

Les fonds du CERF ont-ils contribué à améliorer la mobilisation d'autres sources de financement ?

Oui

En partie

Non

Certaines agences récipiendaires de cette allocation CERF ont souligné l'impact catalytique des financements CERF pour la mobilisation de financements d'autres donateurs. La FAO a notamment souligné être parvenue à mobiliser des financements de la France et l'Autriche pour les mêmes régions que leur projet CERF, assurant ainsi la continuité des interventions. Le HCR a indiqué que cette allocation CERF couplée à la déclaration d'urgence L1 relative à cet afflux de réfugiés a permis de mobiliser des ressources additionnelles pour la réponse aux besoins des réfugiés les plus vulnérables. Enfin, UNICEF a exploité cette allocation pour mettre en évidence le déficit de financement afin et ainsi mobiliser des fonds complémentaires pour la réponse d'urgence, en particulier pour l'achat des aliments thérapeutiques.

Considérations stratégiques des quatre domaines prioritaires humanitaires¹ :

Cette allocation CERF a principalement contribué à l'appui aux femmes et aux filles (y compris les survivantes de violences basées sur le genre), l'amélioration de leur situation, leur autonomisation ainsi que d'autres aspects de la protection de manière transversale. L'ensemble des agences récipiendaires de cette allocation et leurs partenaires ont notamment accordé une attention particulière aux risques de protection spécifiques encourus par les femmes, filles et personnes en situation de handicap tout au long du cycle de leurs projets respectifs. Par exemple, lors de la planification des activités, la FAO et le PAM se sont attachés à réduire l'exposition aux risques de VBG à travers la vérification de la sécurité des itinéraires empruntés par les bénéficiaires pour se rendre aux distributions, l'accessibilité des sites (y compris pour les personnes en situation de handicap), la limitation de la distance à parcourir à cinq kilomètres ou la priorisation des femmes lors des distributions pour leur permettre de rentrer chez elles plus rapidement. Dans le cadre de la mise en œuvre des activités, les femmes et les personnes en situation de handicap ont été les bénéficiaires prioritaires des activités d'assistance alimentaire d'urgence à travers les transferts monétaires, l'appui agricole ou pastoral, contribuant à favoriser leur autonomisation. Par ailleurs, sur le plan nutritionnel, UNICEF et ses partenaires ont assuré la sensibilisation de 2 155 mères et gardiens d'enfants de 6 à 59 mois au dépistage précoce de la malnutrition à l'aide de la bande de *Shakir*. De plus, 63 210 mères et gardiennes ont été formées aux bonnes pratiques d'alimentation infantile leur donnant les outils nécessaires pour le bon développement de leurs enfants. Dans le cadre

¹ En janvier 2019, le coordinateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

de la réponse multisectorielle à l'afflux de réfugiés, UNHCR et ses partenaires ont assuré la prise en charge psychosociale et sanitaire de 225 survivantes de VBG, leur accompagnement psychosocial, en vivres et non vivres ainsi que le référencement vers des structures spécialisées pour les cas graves. Cet accompagnement incluait notamment la distribution de 200 kits dignités aux survivantes de VBG, femmes à risques et femmes à besoin spécifique y compris les jeunes-mères ainsi que l'organisation de tables-rondes sur l'accès des survivantes de VBG à la justice, à travers des émissions radio. Enfin, le renforcement des capacités de quatre structures de santé à travers l'appui en énergie solaire a directement contribué à améliorer la santé reproductive des femmes et filles, y compris l'amélioration de prise en charge des soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base (SONUB).

Tableau 1 : Aperçu de financement (US\$)

Montant total nécessaire à la réponse humanitaire	182 622 186
CERF	11 000 014
Fonds humanitaire commun / Fonds pour les interventions d'urgence (le cas échéant)	
Autres (bilatéral / multilatéral)	7 100 000
Financement total reçu pour la réponse humanitaire (par source ci-dessus)	18 100 014

Tableau 2 : Subventions d'urgence du CERF par projet et secteur / cluster (US\$)

Agence	Code du projet	Secteur / cluster	Montant
FAO	24-RR-FAO-014	Sécurité alimentaire - Agriculture	1 500 013
UNHCR	24-RR-HCR-011	Assistance multisectorielle aux réfugiés	2 300 001
UNICEF	24-RR-CEF-026	Nutrition	2 500 000
WFP	24-RR-WFP-022	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	3 995 000
WFP	24-RR-WFP-022	Nutrition	705 000
Total			11 000 014

Tableau 3 : Répartition du financement du CERF par modalités de mise en œuvre (US\$)

Total des fonds utilisés directement par les agences des Nations Unies y compris l'acquisition des marchandises de secours	11 000 014
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux *	690 232
Fonds transférés aux partenaires ONG internationales pour mise en œuvre *	530 365
Fonds transférés aux partenaires ONG nationales pour mise en œuvre *	916 194
Fonds transférés aux partenaires de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge *	
Total fonds transférés aux partenaires (IP) *	2 136 791
Total	11 000 014

* Les chiffres indiqués dans le tableau 3 sont basés sur les rapports de projet (partie II, sections 1) et doivent être cohérents avec l'aperçu des sous-subventions en annexe.

2. PRIORISATION OPÉRATIONNELLE

Aperçu situation humanitaire (en anglais pour publication en ligne) :

In March 2024, central and northern regions of Mali were grappling with two simultaneous crises: a sharp deterioration of food insecurity levels, and the arrival of 70,000 refugees, mostly from Burkina Faso. The results of the *Cadre Harmonisé* from March 2024 projected nearly 120,000 people in Phase 4 and 5 during the lean season from June to August, in the region of Menaka, neighboring Gao and Mopti. These numbers represented a significant increase from the previous analysis of November 2023, and they made Mali the only country in the Sahel region with people in IPC Phase 5, i.e., facing catastrophic levels of food insecurity, highlighting the need for urgent action to save lives and livelihoods to avert famine during the lean season. The second crisis was the arrival of approximately 70,000 refugees, mainly from Burkina Faso recorded in the first quarter of 2024 in Bandiagara, San, Mopti, and Gao regions due to intensified clashes between non-state armed groups and security and defense forces in areas along the border with Mali. UNHCR recorded an average of 500 arrivals daily, with the newly arrived refugees urgently needing registration and life-saving multi-sectoral assistance to cover their basic needs. Thanks to this CERF allocation, WFP, FAO, UNICEF and their partner delivered lifesaving food and nutritional assistance in both central and northern regions of Mali. At the same time, UNHCR and their partners provided a crucial multisectoral assistance to nearly 21,000 newly arrived refugees (including 90% women and children), including their biometric registration, access to housing, health, education and protection services. This CERF allocation successfully averted catastrophic food and nutritional insecurity outcomes in northern and central Mali during the lean season from June to August 2024 while also providing a holistic response to the needs of the most vulnerable refugees from Burkina Faso.

Utilisation opérationnelle de l'allocation CERF (en anglais pour publication en ligne) :

This CERF allocation enabled FAO, UNICEF, WFP and UNHCR and their partners to provide lifesaving food and nutritional assistance in northern Mali as well as a holistic multisectoral humanitarian response to the needs of the most vulnerable refugees in central regions of the country. The recipient agencies reached an overall 335 829 beneficiaries, including 87% women and children. WFP specifically delivered food assistance to 134,858 people (including 23,744 refugees in central Mali) through cash transfers amounting to over \$3.2 million. FAO assistance contributed to strengthen the livelihoods of 23,025 vulnerable people in central and northern Mali through the delivery of agricultural and pastoral support. As to nutrition, UNICEF, in close collaboration with the WFP, reached over 270,000 people (nearly 90% women and children) with crucial support to treat and prevent severe acute malnutrition or moderate malnutrition. As result, WFP, UNICEF and their partners averted catastrophic food and nutritional insecurity outcomes in northern Mali in the second half of 2024. The results of the November 2024 *Cadre Harmonisé*, which recorded no population in IPC 5 and a 43% drop in the number of people in IPC 4, demonstrate the transformative impact of CERF-funded interventions. Furthermore, this CERF allocation enabled UNHCR and their partners to provide a multi-sectoral response covering the most urgent needs of nearly 21,000 vulnerable refugees, including their biometric registration, the establishment of temporary learning spaces, the supply of educational kits, as well as the protection of separated/unaccompanied children and survivors of gender-based violence. In addition, as part of the multi-sectoral response to the influx of refugees, UNHCR and its partners have also contributed to strengthening the capacities of local health structures and to social cohesion between displaced and host populations. To this end, solar energy support has been provided to the reference health centers (CSRef) of Koro, Tominian and San, as well as to the Maternity Ward of the Mopti Regional Hospital, enabling the continuity of primary health services and improved management of basic emergency obstetric and neonatal care. Overall, this allocation allowed the humanitarian community to strengthen its partnership with the Malian government, as it demonstrated partners' readiness and commitment to provide rapid support in the response to the country's most urgent needs.

Personnes ayant reçu une assistance directe :

Cette allocation CERF a permis de déployer une assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence dans le nord du Mali ainsi qu'une réponse multisectorielle holistique à l'afflux de réfugiés burkinabè dans le centre du pays. Les agences récipiendaires de cette allocation ont ainsi atteint un total de 335 829 personnes (y compris 87% de femmes et d'enfants). Le nombre de personnes atteintes par le projet a été calculé sur la base des chiffres les plus élevés réalisés par catégories de bénéficiaires (communautés hôtes, personnes déplacées internes et autres personnes touchées). En revanche, pour le secteur de la nutrition, les résultats atteints ont été additionnés car UNICEF ciblait la MAS et WFP la MAM.

Personnes ayant reçu une assistance indirecte :

Plus de 63,000 personnes auraient indirectement bénéficié des interventions de nutrition mises en œuvre grâce à cette allocation CERF. Cela concerne précisément les parents d'enfants de 6-24 mois des régions du nord du pays qui ont bénéficié de séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques familiales essentielles, notamment une alimentation adéquate du nourrisson et du jeune enfant, le lavage des mains et la vaccination. Plus largement, les transferts monétaires délivrés par le PAM, la FAO et leurs partenaires ont contribué à stimuler le fonctionnement des marchés locaux. Par ailleurs, l'appui agricole et pastoral fourni dans le cadre du projet de la FAO a permis aux bénéficiaires de dégager une production supplémentaire pour obtenir des sources de revenus complémentaires. Enfin, dans le cadre de la réponse multisectorielle à l'afflux de réfugiés, UNHCR et ses partenaires ont également contribué au renforcement des capacités des structures sanitaires locales et à la cohésion sociale entre les déplacés et populations hôtes. Pour ce faire, un appui en énergie solaire a été fourni aux centres de santé de référence (CSRef) de Koro, Tominian, San ainsi qu'à la Maternité de l'Hôpital Régional de Mopti, permettant d'assurer la continuité de services de santé primaires et l'amélioration de prise en charge des soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base.

Tableau 4 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster *

Secteur / cluster	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Sécurité alimentaire - Agriculture	5 460	2 730	6 930	5 880	21 000	6 079	5 650	5 652	5 644	23 025
Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	41 998	40 352	23 626	22 697	128 673	47 200	40 457	26 972	20 229	134 858
Assistance multisectorielle aux réfugiés	7 922	3 613	7 884	7 833	27 252	7 922	3 613	7 884	7 833	27 252
Nutrition	61 623	0	105 158	97 732	264 513	62 976	0	108 096	102 715	273 787

Table 5 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster *

Categories	Prévu	Atteint
Réfugiés	38 732	38 859
Retournés	0	0
Déplacés internes	80 341	83 522
Communautés d'accueil	207 574	213 448
Autres personnes touchées	0	0
Total	326 647	335 829

Tableau 6 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par sexe et âge *

Sexe & âge	Prévu	Atteint	Nombre de personnes handicapées (PwD) assistées grâce au financement du CERF	
			Prévu	Atteint
Femmes	77 861	77 052	5 880	5 188
Hommes	40 352	40 457	5 649	3 842
Filles	107 956	112 428	3 308	4 543
Garçons	100 478	105 892	3 178	3 737
Total	326 647	335 829	18 015	17 310

PARTIE II – APERÇU DES PROJETS

3. RAPPORTS DES PROJETS

3.1 Rapport du projet 24-RR-FAO-014

1. Information sur le projet			
Agence :	FAO	Pays :	Mali
Secteur / cluster :	Sécurité alimentaire - Agriculture	Code du projet :	24-RR-FAO-014
Titre du projet :	Réponse rapide aux besoins immédiats des populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire		
Date de début :	15/05/2024	Date de fin :	14/11/2024
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>
Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 50 000 000
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :		US\$ 0
	Montant reçu du CERF :		US\$ 1 500 013
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :		US\$ 211 726
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 88 573
	Partenaires ONG internationale		US\$ 0
	Partenaires ONG nationale		US\$ 123,153
Croix Rouge / Croissant Rouge		US\$ 0	

2. Résumé des résultats obtenus

L'allocation 24-RR-FAO-014 dont la FAO a bénéficié au cours de l'année 2024 a permis d'assister 23 025 personnes issues de 3 500 ménages vulnérables des régions de Gao, Ménaka, Douentza et Bandiagara en agriculture d'urgence. Le choix des zones d'intervention, guidé par la coordination humanitaire, s'est appuyé sur les analyses du Cadre Harmonisé ainsi que les données sur les populations déplacées. Le ciblage de ces ménages vulnérables s'est fait sur la base de leurs profils et en étroite coordination avec le cluster sécurité alimentaire dont la FAO et le PAM sont les co-lead. Ainsi à Ménaka 500 ménages pastoraux dont 60% de déplacés venus des cercles de Inékar et Tidemène ont protégé leur bétail grâce à la distribution de kit pastoraux constitué d'aliments bétail et de produits vétérinaires. Des kits maraîchers destinés essentiellement à des ménages résidents (58%), composé de semences, de fumure organique et d'outils agricoles ont également été distribués à 500 ménages pratiquant le maraîchage. A Gao, dans les cercles d'Ansongo, Bourem et Gao, ce sont 8 497 personnes réparties dans 1 150 ménages qui ont bénéficié d'une assistance en agriculture d'urgence. Les ménages déplacés représentent 20% des bénéficiaires de la région de Gao. Au total, 510 ménages pastoraux ont bénéficié du kit pastoral, et 640 ménages ont reçu un kit maraîcher. Parmi les ménages recevant les kits maraîcher 110 ont reçu un kit hors-sol dit kit de jardin sac. Ce kit de maraîchage hors-sol est destiné à des ménages ne disposant pas d'accès à la terre. Ces ménages ont la possibilité de pratiquer le maraîchage au sein de leur concession, réduisant ainsi les risque de protection, en particulier pour les femmes qui se déplacent sur de longues distances pour cultiver. Dans les régions de Bandiagara et Douentza, respectivement 750 et 600 ménages vulnérables ont bénéficié de l'assistance en agriculture d'urgence, soit 8 068 personnes dont 2 709 personnes déplacées. Parmi les 1 350 ménages bénéficiaires, 600 (44%) ont bénéficié de kits maraîchers, 500 (37%) ont bénéficié de kits pastoraux et 250 (19%) ont reçu un kit de jardin en sac. Les personnes déplacés représentant 51% des bénéficiaires.

Afin de permettre à ces ménages vulnérables de faire face à leurs besoins de base, la totalité des ménages ayant bénéficié d'une assistance en agriculture d'urgence a également reçu un transfert monétaire d'un montant de 51,59 USD par mois et par ménage sur trois mois. Ce transfert monétaire représente le gap alimentaire des ménages selon le MEB alimentaire mis à jour par le PAM en 2023.

3. Modifications

N/A

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Agriculture									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	59	83	80	56	278
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	2 184	1 092	2 772	2 352	8 400	1 893	1 707	1 816	1 755	7 171
Communautés d'accueil	3 276	1 638	4 158	3 528	12 600	4 127	3 860	3 756	3 833	15 576
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5 460	2 730	6 930	5 880	21 000	6 079	5 650	5 652	5 644	23 025
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	55	27	69	59	210	12	6	15	13	46

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Les activités de ce projet ont bénéficié indirectement à l'ensemble des populations vivant dans les cercles d'implantation du projet à savoir les cercles de Gao, Bourem, Ménaka, Ansongo, Koro et Douentza. Selon les données issues de l'évaluation post distribution (PDM), 93,33% des bénéficiaires ont utilisé leur cash pour des dépenses alimentaires, contribuant ainsi à redynamiser le marché local. En outre la mise à disposition de l'aliment bétail ainsi que les produits vétérinaires ont contribué à améliorer l'embonpoint des animaux et à booster la production de lait avec un taux d'accroissement moyen de la quantité de lait de 72%. En effet la production moyenne de lait est passée de 0.91 L/jour à 1.56 L/jour, soit une estimation de 981 L journalier pour les 1 510 ménage pastoraux bénéficiaires. Ce surplus de production est vendu ou partagé avec la communauté. En outre, le kit d'urgence pastoral a permis de soulager tant les ménages locaux que les ménages déplacés. La pression sur les pâturages par les animaux a été réduite de manière significative par la distribution d'aliments bétails et de pierre à lécher. Cela a considérablement réduit les tensions liées à l'accès aux ressources naturelles et contribue à leur préservation. Il ressort de l'enquête PDM que 97,32 % des bénéficiaires déclarent que la distribution d'aliments pour le bétail a effectivement permis de réduire leurs déplacements dans des zones non sécurisées.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet	Répondre aux besoins alimentaires immédiats des ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire afin de prévenir le risque de famine pour des personnes en IPC 4 et 5 dans les cercles de Gao Bourem, Ménaka, Douentza, Koro			
Résultat 1	La couverture des besoins alimentaires journaliers des 3,500 ménages ciblés s'est améliorée par le biais de transferts monétaires pendant 3 mois de soudure céréalière.			
Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>				
Secteur / cluster	Transferts monétaires à usages multiples			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	Cash. 1a Nombre de personnes recevant des transferts monétaires à usages multiples	21,000	23,025	Base de données des bénéficiaires du projet
Indicateur 1.2	Cash. 1b Valeur totale des transferts monétaires à usages multiples distribuées en USD	521,500	521,500	Rapport de distribution du cash
Indicateur 1.3	Pourcentage de ménages affirmant avoir consommé plus de 50% du montant transféré dans l'alimentation	80%	93,3%	Rapport PDM
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	23,025 personnes issues de 3,500 ménages ont bénéficié des transferts monétaires. La variation positive de 2,025 entre le nombre de personnes prévu initialement (21,000) et le nombre au réel de personnes touchées (23,025) s'explique par le fait que le nombre moyen de personne par ménage au réel est de 6.6 contre 6 lors de la planification. Quant à l'indicateur du nombre de personnes ayant investi plus de 50% du montant transféré dans l'alimentation, ce sont 93.3% des ménages qui ont répondu positivement. Cela confirme la pertinence de l'approche <i>Cash+</i> qui a pour but premier de couvrir les besoins alimentaires immédiat des ménages vulnérables, empêchant ainsi de revendre les intrants mis à disposition pour couvrir les besoins alimentaires.			
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 1.1	Identifier les personnes les plus vulnérables parmi les personnes des communautés hôtes et les personnes déplacées.	Les ménages bénéficiaires ont été sélectionnés par le biais d'une assemblée générale de la communauté au cours de laquelle les critères de sélection ont été présentés, discutés et validés par la communauté. Un comité de		

		<p>sélection mis en place en amont a établi la liste provisoire des bénéficiaires sous la supervision des agents de terrain des partenaires de mise en œuvre. La liste des ménages sélectionnés est validée par l'ensemble de la communauté lors d'une seconde réunion publique. Afin de réduire les situations dans lesquels des ménages reçoivent des assistances de plusieurs partenaires, les acteurs du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), les services techniques Développement social et l'Economie Solidaire et les ONG de mise en œuvre sont impliqués dans le processus.</p> <p>Deux catégories de population ont été ciblées : les ménages déplacés (PDI) et les ménages très pauvres issus des communautés hôtes. Pour les PDI, les ONG partenaires de mise en œuvre ont travaillé avec les acteurs du mécanisme de réponse rapide (RRM) dans les différentes régions pour obtenir des listes de bénéficiaires dans le cadre du continuum RRM/post RRM.</p> <p>Un accent particulier a été mis sur les ménages dirigés par des femmes, les ménages comprenant des femmes enceintes ou allaitantes et les ménages comprenant des personnes handicapées. Ainsi les femmes représentent 51% des ménages bénéficiaires.</p> <p>Enfin, en étroite coordination avec UNHCR, 65 ménages réfugiés vulnérables pratiquant le maraîchage ont été ciblés et ont bénéficié d'une assistance en kit de maraîchage.</p>
Activité 1.2	Effectuer des transferts monétaires au profit des ménages des communautés hôtes et déplacées pour la couverture de 3 mois des besoins immédiats	<p>Les transferts monétaires ont été réalisés par le partenaire SAMA MONEY sous la supervision de la FAO et ses partenaires de mise en œuvre.</p> <p>Au cours de la réalisation de l'activité de distribution, la FAO s'assure de la présence d'un leader communautaire, d'un représentant de l'ONG de mise en œuvre, d'une autorité locale et de la présence d'un staff de la FAO lorsque les autorisations de UNDSS sont acquises.</p>
Activité 1.3	Conduire une évaluation post distribution (PDM)	L'évaluation post distribution (PDM) a été réalisée au cours du mois de novembre 2024 sur la base d'un échantillonnage représentatif de bénéficiaire du projet.

Résultat 2

L'alimentation de 2,000 ménages bénéficiaires est améliorée grâce la production agricole d'urgence

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	Ag.1 Nombre de personnes recevant des intrants agricoles (articles/paquets/kits) pour une production alimentaire d'urgence (maraîchage en plein sol et jardin en sac)	12,000	13,070	Base de données des bénéficiaires du projet

Indicateur 2.2	Proportion de ménages ayant consommé au moins 60% des aliments issus de leur production	80%	90%	Rapport de suivi de la production
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		<p>Au total 1,990 ménage ont bénéficié de cette assistance contre 2,000 initialement prévu. Ce décalage s'explique par des réajustements qui s'est fait dans la mise en œuvre du projet lors du ciblage. Les 10 ménages manquants au niveau des ménages pratiquant le maraîchage ont été ajoutés aux ménages pastoraux. Cependant le nombre total de personnes issues de ces 1,990 ménages (13,070) est supérieur au nombre de ménages planifiés initialement (12,000). La variation positive de 1,070 entre le nombre de personnes prévu initialement et le nombre au réel de personnes touchées s'explique par le fait que le nombre moyen de personne par ménage au réel est de 6.6 contre 6 considéré lors de la planification.</p>		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 2.1	Identifier les bénéficiaires (ménages agricoles ayant/ ou n'ayant pas accès à des terres cultivables)	<p>Dans le cadre de l'identification des bénéficiaires du projet, les ménages bénéficiaires ont été sélectionnés par le biais d'une assemblée générale de la communauté au cours de laquelle les critères de sélection sont présentés, discutés et validés par la communauté. Un comité de sélection mis en place en amont établi la liste provisoire des bénéficiaires sous la supervision des agents de terrain des partenaires de mise en œuvre. La liste des ménages sélectionnés est validée par l'ensemble de la communauté lors d'une seconde réunion publique. Afin de réduire les situations dans lesquels des ménages reçoivent des assistances de plusieurs partenaires, les acteurs du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), les services techniques Développement social et l'Economie Solidaire et les ONG de mise en œuvre sont impliqués dans le processus.</p>		
Activité 2.2	Distribuer les kits de production alimentaire d'urgence (production en plein sol/ jardins en sacs)	<p>1 990 ménages vulnérables (13 070 personnes) parmi les bénéficiaires du projet ont reçu des intrants essentiels pour accroître la disponibilité de légumes nutritifs à cycle court produits localement. Cette activité a ciblé des ménages vulnérables dirigés par des femmes avec un accès limité à la terre, en leur fournissant des intrants agricoles, notamment des semences de légumes, des engrais et des formations, pour leur permettre de produire des aliments riches en nutriments pour compléter leur régime alimentaire et améliorer la diversité alimentaire de leur foyer. Les évaluations de suivi sur le terrain de la FAO révèlent que grâce à ces activités, les bénéficiaires peuvent consommer des légumes frais riches en nutriments, avoir suffisamment à partager avec leurs voisins et générer des revenus grâce à la vente des légumes excédentaires. Les bénéficiaires ont reçu des kits de semences composés de fumure organique, d'un assortiment de légumes (Chou, gombo, Tomate, carotte, échalotte, aubergine, laitue, Oignon, amarante, pomme de terre) et d'outils agricoles.</p>		
Activité 2.3	Former les bénéficiaires sur les techniques de maraîchage en sac	<p>Afin d'accompagner les ménages bénéficiaires (idéalement les ménages déplacés n'ayant pas accès à la</p>		

		<p>terre), les services de la Direction Régionale de l'Agriculture en coordination avec les ONG de mise en œuvre ont initié des formations sur site à l'endroit des ménages ciblés.</p> <p>A la différence des jardins en champs qui exigent plus d'efforts physiques dans la mise en œuvre et le maintien (confection des planches, binage et désherbage), la superficie des jardins hors sols en sac est très réduite et les conditions de travail sont facilitées. Grâce au jardinage à domicile, les femmes ont développé des compétences liées aux bonnes pratiques agricoles en matière de potagers.</p>
Activité 2.4	Faire le suivi de la productivité des jardins maraichers	Les partenaires de mise en œuvre font un suivi de la production à travers des visites de suivi auprès des ménages. A ce suivi réalisé par le partenaire s'ajoute aussi celui des services techniques de l'agriculture et de l'élevage, qui apportent leurs expertises en vue d'accroître la productivité de l'activité agricole.

Résultat 3 Les moyens de subsistance critiques de 1,500 Ménages pastoraux sont protégés.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Agriculture			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	Ag.3 Nombre de personnes recevant des intrants d'élevage (aliments pour animaux/animaux vivants/kits/packs)	9,000	9,955	Base de données des bénéficiaires du projet
Indicateur 3.2	Pourcentage de ménages dont l'état de santé des animaux s'est maintenu voire amélioré	80%	94,12	Rapport PDM
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	Cette variation de 955 s'explique par deux raisons. Lors de la phase de planification, il était prévu d'assister 1 500 ménages pastoraux, des ajustements sur la base du contexte et du profil des ménages ont été fait. Ce sont finalement 1,510 ménages pastoraux qui ont été assistés. Entre outre, le nombre moyen de personnes par ménage au réel est de 6.6 contre 6 considérées lors de la planification.			
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 3.1	Identifier les bénéficiaires (ménages pastoraux)	Dans le cadre de l'identification des bénéficiaires du projet, Les ménages bénéficiaires ont été sélectionnés par le biais d'une assemblée générale de la communauté au cours de laquelle les critères de sélection ont été présentés, discutés et validés par la communauté. Un comité de sélection mis en place en amont établi la liste provisoire des bénéficiaires sous la supervision des agents de terrain des partenaires de mise en œuvre. La liste des ménages sélectionnés est validée par l'ensemble de la communauté lors d'une seconde réunion publique. Afin de réduire les situations dans lesquels des ménages reçoivent des		

		assistances de plusieurs partenaires, les acteurs du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), les services techniques Développement social et l'Economie Solidaire et les ONG de mise en œuvre ont été impliqués dans le processus.
Activité 3.2	Distribuer les kits pastoraux d'urgence (Aliment bétail, Produits vétérinaires)	Une dotation de 4 sacs d'aliments bétail à base de tourteau de coton a été mis à disposition des ménages sélectionnés, ainsi que des produits vétérinaires (Bloc à lécher, Chlorotétracycline, Albendazole) et des complexes vitaminés, afin de contribuer au maintien du bétail en bonne santé, même sans accès aux pâturages.
Activité 3.3	Former les bénéficiaires sur l'utilisation des kits distribués et la fabrication des pierres à lécher	En collaboration avec les services vétérinaires décentralisés, les ménages ont reçu un appui technique à travers des orientations et un encadrement sur l'utilisation des produits pour les soins vétérinaires. Il s'agit entre autres du déparasitage interne et externe des animaux en particulier durant les périodes de l'année pendant lesquelles il y a une prolifération de parasites internes et externes (hivernage).
Activité 3.4	Faire le suivi en vue d'apprécier l'effet des kits sur le bétail	Les agents communautaires des ONG de mise en œuvre appuyés par les agents de la Direction des Services Vétérinaires accompagne les ménages bénéficiaires durant la période de mise en œuvre du projet. En outre l'évaluation post-distribution permet de collecter des données sur un échantillon de ménages. Ainsi, concernant l'état d'embonpoint du bétail, les résultats montrent une amélioration significative. 94% des bénéficiaires déclarent que l'appui de la FAO a permis d'améliorer la santé de leurs animaux avec un accroissement de 72% de la production journalière de lait.

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés² qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

² En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)³ :

La FAO initie régulièrement des enquêtes auprès des ménages de type Baseline et le DIEM (Data In Emergency). L'identification des zones d'étude pour les Baseline se fait sur la base des analyses du Cadre Harmonisé et des résultats de l'ENSAN. Ces évaluations permettent d'identifier les gaps en termes de besoin mais aussi les gaps en termes de zone couverte par les interventions. Des rencontres d'informations et de sensibilisation sur le projet ont été organisées avant et durant la mise en œuvre du projet par les équipes des sous-bureaux de la FAO et les partenaires de mise en œuvre au profit des communautés bénéficiaires. Ainsi, le projet a été présenté aux communautés ciblées avec des consultations inclusives sur l'objectif du projet, les critères de sélection des ménages et les différentes activités du projet permettant ainsi une forte adhésion et l'implication de toutes les parties prenantes. Cela a permis de prendre en compte les feedbacks (commentaires et les suggestions) des communautés sur les activités de transfert monétaire, de production alimentaire, avicole, de finaliser et valider la liste des bénéficiaires.

L'approche utilisée a été le ciblage communautaire en utilisant les critères de la HEA (Household Economy Approach). Cela a permis d'inclure toutes les couches sociales notamment les groupes marginalisés. Ceux-ci ont été associés aussi dans l'identification des sites de production et accompagnés par les partenaires dans la réalisation des différentes activités. De plus, la mise en œuvre de chaque activité a fait l'objet d'une campagne d'information et de sensibilisation sur le type d'action, les modalités, les fréquences et le contenu des kits pour recueillir l'avis des bénéficiaires afin d'améliorer le processus.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

En collaboration avec les communautés bénéficiaires et les partenaires locaux, des comités locaux de plainte intégrant toutes les parties prenantes ont été mis en place pour recevoir les réclamations de la part des bénéficiaires selon le dispositif de retour d'information et de plainte de la FAO. Ce dispositif est organisé de telle sorte que les plaintes puissent être traitées dans un bref délai et qu'il y ait un retour d'information aux bénéficiaires. Le dispositif est composé de comités gestion de plainte qui collecte et traite les informations/plaintes au niveau local. Le partenaire d'exécution VIAMO traite les cas dépassant les capacités du comité de gestion de plainte. Au dernier recours, les bénéficiaires/les plaignants contactent directement la FAO pour la résolution de leurs préoccupations.

Ces comités ont été mis en place dans chaque localité/village avec des membres composés d'hommes, de femmes et de jeunes accessibles et dignes de confiance au niveau communautaire afin de collecter les plaintes, les traiter et les relayer vers VIAMO en cas de non-résolution. De plus, des comités de plainte ont été mis en place dans les différents sites de distribution travaillant étroitement avec notre partenaire VIAMO.

Le numéro vert était aussi mis à disposition dans les zones d'intervention afin de permettre aux plaignants de rentrer directement en contact avec la FAO. Le fonctionnement de ce mécanisme a fait l'objet d'information et de sensibilisation auprès de toutes les parties prenantes.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Tous les agents de la FAO ont l'obligation de suivre et valider le module interne sur le PSEA. Aussi, dans le cadre de la collaboration avec les partenaires de mise en œuvre à savoir les ONG locales, internationales, les structures techniques étatiques ainsi que la Croix Rouge, une section spécifique (section 16.03 de l'article XVI) relative au code de conduite est intégré au protocole d'accord signé par les différentes parties. Les partenaires de mise en œuvre de la FAO bénéficient également de formations dispensées par les points focaux PSEA au niveau de sous-bureaux ou par le cluster protection et le domaine de la responsabilité des VBG. La mise en place du numéro vert permet aussi de dénoncer directement à la FAO toute situation d'exploitation et d'abus. Les plaignants sont systématiquement protégés et le traitement de la plainte se fait de manière confidentielle avec la mise en place d'une commission d'enquête au plus haut niveau de l'organisation dont les actions sont confidentielles. Aucune plainte d'exploitation et d'abus sexuels n'a été signalée durant l'exécution du projet.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Le projet a contribué à réduire les inégalités entre les sexes en termes d'opportunités, de participation et d'accès aux biens et services. Des mesures ont été prises pour réduire les risques liés à la VBG, y compris la vérification de la sécurité des itinéraires empruntés par les bénéficiaires pour se rendre aux distributions, la limitation de la distance à parcourir à cinq kilomètres ou la priorisation des femmes

³ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

lors des distributions pour leur permettre de rentrer rapidement chez elles. Le projet a également mis un accent particulier sur la réduction du risque de VBG pour les femmes et les filles qui accèdent à leurs terres pour l'agriculture ou qui vont chercher de l'eau pour l'irrigation et l'usage domestique. Lors des distributions, des comités de plaintes ont été mis à la disposition des femmes, de même que le numéro vert de la FAO.

e. Personnes handicapées (PwD) :

Bien que le projet ne fût pas centré sur les personnes en situation de handicap, cela a été considéré comme faisant partie des critères de vulnérabilité pour la sélection des bénéficiaires. Un critère de vulnérabilité transversal a été intégré pour le ciblage afin de donner la priorité aux ménages ayant une ou plusieurs personnes handicapées et/ou âgées. Lors de la mise en œuvre de ces projets, 46 personnes en situation de handicap soit 0,20 % des bénéficiaires ont été assistés.

f. Protection :

Le personnel de la FAO est tenu de dispenser une formation sur la protection et la sauvegarde dans le contexte des interventions d'urgence. Ainsi, des directives périodiques sur la question du harcèlement sexuel ont été données à l'ensemble du personnel. La FAO a également veillé à ce que ses partenaires de mise en œuvre et fournisseurs respectent les exigences de la FAO en matière de harcèlement sexuel. De plus, les partenaires de mise en œuvre ont reçu une formation sur la protection transversale et la FAO suit sa mise en œuvre. Enfin, les lieux et les moments de distribution ont été déterminés en tenant compte des critères de protection précédemment cités.

g. Éducation :

Le projet n'a pas mis en œuvre d'activités spécifiques liées à l'éducation, mais les revenus provenant de la vente d'une partie de la production agricole d'urgence ainsi que d'une partie du transfert en espèces ont permis à certains ménages bénéficiaires de faire face aux frais de scolarité

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	23,025

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considérée comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisées dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisée, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Le transfert monétaire (*Cash+*) est essentiel dans les projets d'urgence de la FAO, car il permet aux ménages vulnérables de répondre rapidement à leurs besoins prioritaires tout en renforçant leur dignité et leur autonomie. Il soutient l'économie tout en offrant une réponse humanitaire efficace. Cette approche contribue à stabiliser les moyens de subsistance et à renforcer la résilience face aux chocs futurs. Dans l'ensemble 93% des ménages interrogé lors du PDM ont déclaré avoir utilisé le transfert monétaire pour couvrir les besoins alimentaires. L'utilisation du cash pour la couverture de frais de santé et le remboursement de dette a été mentionné respectivement par 55% et 22 % des ménages interrogés.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
--	---------------------	-----------------------	-------------------	-------------

Effectuer des transferts monétaires au profit des ménages des communautés hôtes pour la couverture de 3 mois des besoins immédiats (Activité 1.2)	15,576	US\$ 337,783	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Sans restriction
Effectuer des transferts monétaires au profit des ménages déplacés pour la couverture de 3 mois des besoins immédiats (Activité 1.2)	7,171	US\$ 174,032	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Sans restriction
Effectuer des transferts monétaires au profit de ménages réfugiés pour la couverture de 3 mois des besoins immédiats (Activité 1.2)	278	US\$ 9,685	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Sans restriction

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
Avec l'appui financier de @UNCERF, nous poursuivons nos activités de transfert monétaire aux ménages vulnérables pour couvrir leurs besoins alimentaires journaliers et relancer l'autoproduction alimentaire dans le nord du #Mali comme ici dans la région de #Tombouctou. #Sahel	https://x.com/FAOMali/status/1823051038133280826 https://www.facebook.com/share/p/1B7F6FPNXy/
Les travailleurs humanitaires sont la force motrice de l'assistance fournie aux personnes en situation d'urgence. Ils risquent leur vie pour en sauver d'autres. En cette #JournéeMondialeDeLaideHumanitaire, nous célébrons ces héros. #AgirPourLhumanité au #Mali & et au #Sahel	https://x.com/FAOMali/status/1825496601252544746 https://www.facebook.com/share/v/15R6DjQYCY/

3.2 Rapport du projet 24-RR-HCR-011

1. Information sur le projet			
Agence :	UNHCR	Pays :	Mali
Secteur / cluster :	Assistance multisectorielle aux réfugiés	Code du projet :	24-RR-HCR-011
Titre du projet :	Protection et assistance multisectorielle vitale aux réfugiés nouvellement arrivés au Mali		
Date de début :	15/04/2024	Date de fin :	14/10/2024
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>

Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :	US\$ 30 000 000
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :	US\$ 3 000 000
	Montant reçu du CERF :	US\$ 2 300 001
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :	US\$ 548 714
	Partenaires gouvernementaux	US\$ 178 714
	Partenaires ONG internationales	US\$ 70 000
	Partenaires ONG nationales	US\$ 300 000
Croix Rouge / Croissant Rouge	US\$ 0	

2. Résumé des résultats obtenus

Grâce à cette subvention CERF au titre de la réponse multisectorielle aux réfugiés, le HCR et ses partenaires ont pu délivrer une réponse holistique en protection et assistance vitale à 27,252 personnes, parmi lesquelles on dénombre 20,963 réfugiés et 6,289 personnes issues de la communauté hôte. Cette réponse holistique intègre plusieurs paquets, notamment :

- L'enregistrement biométrique à 20,963 réfugiés.
- La construction et la réhabilitation de 5 espaces d'apprentissage temporaires dans les cercles de Koro et Tominian, ayant permis de désengorger les salles de classes. Ces infrastructures ont permis la continuité de l'éducation dans les écoles fermées. À cela, s'accompagne la fourniture des matériels et kits d'apprentissage à 1000 apprenants dans les EAT et certaines écoles d'accueil, contribuant significativement à la scolarisation des enfants des déplacés de force en âge scolaire.
- La mise en œuvre des activités récréatives pilotées par les jeunes et enfants à travers des séances de jeux concours ayant porté sur des thématiques de VBG, risques de protection, atteignant plus de 60% des enfants à besoins spéciaux et 40% de personnes à besoin spécifique. Près de 2,789 enfants, dont 1,425 garçons et 1,364 filles ont pris part à ces activités récréatives.
- Des appuis en matériels à 60 enfants à besoin spécifiques/non accompagnés, la prise en charge médicale des 89 enfants dans les communes de Benena et San, et la cartographie du circuit de référencement pour la prise en charge des survivantes de VBG ont pu être menés.
- La prise en charge psychosociale et sanitaire des 225 survivantes de VBG, leur accompagnement en vivres et non vivres, et le référencement vers les structures spécialisées pour les cas graves. Cela implique notamment, la distribution de 200 kits dignités aux survivantes de VBG, femmes à risques et femmes à besoin spécifique y compris les jeunes-mères.
- L'organisation de tables-rondes sur l'accès des survivantes de VBG à la justice, à travers des émissions radio.
- Des transferts monétaires à usage multiple ayant servi à 10,000 personnes pour une valeur estimée à USD 800,000.

- L'appui à l'accès à des solutions d'hébergement flexibles à 4,000 personnes à travers les transferts monétaires conditionnels.
- L'éclairage public solaire de 4 sites accueillant les réfugiés, ayant facilité l'accès à l'énergie aux communautés et leur protection contre les menaces.
- L'aménagement et la mise en place de 4 espaces communautaires contribuant au renforcement de la cohésion sociale et à l'ancrage communautaire.
- L'appui en énergie solaire à 4 structures sanitaires, y compris les Centres de Santé de Référence (CSRef) de Koro, Tominian, San, et la Maternité de l'Hôpital Régional de Mopti, permettant la continuité de services de santé primaire et l'amélioration de prise en charge des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de Base (SONUB).

3. Modifications

N/A

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Assistance multisectorielle aux réfugiés									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	6 094	2 779	6 067	6 023	20 963	6 094	2 779	6 067	6 023	20 963
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communautés d'accueil	1 828	834	1 817	1 810	6 289	1 828	834	1 817	1 810	6 289
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	7 922	3 613	7 884	7 833	27 252	7 922	3 613	7 884	7 833	27 252
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	87	46	18	18	169	87	46	18	18	169

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

100% des habitants des communes de Koro, Tominian, San et Mopti, bénéficient indirectement des activités du projet, à travers l'amélioration des services de base, particulièrement, celles en santé primaire. Grâce à la dotation énergétique aux structures sanitaires que sont les Centres de Santé de Référence de trois communes et le Pavillon de la Maternité de l'Hôpital Régional, Sominé Dolo de Mopti. Les services des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de Base (SONUB) seront nettement améliorés au moyen de l'électrification solaire qui assure la continuité de réceptions, l'amélioration des conditions de travail du personnel et d'accueil des patients dans ces structures. Aussi, les espaces communautaires, les dispositifs d'éclairage public, les séances de sensibilisation desservent également les communautés situées dans le voisinage des personnes directement ciblées par le projet. Par ailleurs, les transferts monétaires et les investissements complémentaires effectués dans ces communes ont permis de booster l'économie et le marché local.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet Fournir une réponse intégrée et vitale aux réfugiés couvrant les besoins de protection essentiels, l'accès aux services et la protection contre les exploitations et abus sexuels.

Résultat 1 Les personnes déplacées de force sont protégées et bénéficient de l'accès aux services de protection

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster Assistance multisectorielle aux réfugiés

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	Nombre de personnes de personnes enregistrées (documentées ou nombre de documents délivrés)	20,936	20,936	Tableau de bord sur les statistiques des réfugiés du HCR, Base de données d'enregistrement.
Indicateur 1.2	PS.2 Nombre de personnes recevant un soutien psychosocial VBG et/ou une prise en charge des cas VBG	1,500	1,500	Rapports d'activités des partenaires, bulletins d'information et Sitreps hebdomadaires.
Indicateur 1.3	PP.1a Nombre de mécanismes et/ou de parcours de référence pour la protection établis et régulièrement mis à jour	4	4	Circuit de référencement, rapport d'activités, situations de référencement
Indicateur 1.4	PS.1b Nombre d'espaces sûrs pour les femmes et les filles créés, renforcés ou appuyés	4	4	Rapports d'activité, données de monitoring des ouvrages.

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur Le résultat et tous les indicateurs associés ont pu atteindre les cibles de performance définies dans le projet.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Enregistrement, enrôlement biométrique et délivrance de la documentation de manière continue aux réfugiés en attente d'enregistrement	CNCR et UNHCR
Activité 1.2	Mise en place d'un guichet unique à Koro et à Benena pour les activités de protection (où l'ensemble des services de protection seront centralisés pour une meilleure coordination et des réponses et orientations rapides et efficaces)	UNHCR

Activité 1.3	Mise en place de mécanismes de collecte d'informations pour l'identification des cas de protection (VBG, PBS y compris ENA/ES et autres victimes de violences) comprenant le monitoring de protection, la documentation, le référencement des cas identifiés, la formation du personnel en charge de la collecte d'informations et le rapportage régulier sur le nombre de cas traités ou en cours de suivi	UNHCR, ACEF, AMSS, CIAUD CANADA
Activité 1.4	Renforcement et mise en place des infrastructures d'espaces communautaires pour la cohésion sociale	Stop Sahel, UNHCR

Résultat 2 Les réfugiés nouvellement arrivés bénéficient d'un accès aux services sociaux de base

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster				
Assistance multisectorielle aux réfugiés				
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	H.7 Nombre d'établissements de santé fonctionnels soutenus	4	4	Rapports d'acquisition et de mise en place des installations énergétiques aux structures sanitaires par le prestataire et compte-rendu sur l'électrification solaire de la Maternité de l'Hôpital Régional de Mopti, adressé au ministre de la Santé et du Développement Social du Mali
Indicateur 2.2	Nombre de personnes ayant accès à des services d'hébergement	4,000	4,000	Rapports de suivi des activités, accord de principe, Enquête de Suivi Post Distribution (PDM), Procès-verbaux des transferts monétaires et de rapports du prestataire des services financiers.
Indicateur 2.3	Cash.3b Valeur totale des transferts monétaires conditionnels distribués en USD	429,300	429,300	Rapports de suivi des activités, accord de principe, Enquête de Suivi Post Distribution (PDM), Procès-verbaux des transferts monétaires et de rapports du prestataire des services financiers.
Indicateur 2.4	Cash.3a Nombre de personnes recevant des transferts monétaires conditionnels	4,000	4,000	Rapports de suivi des activités, accord de principe, Enquête de

				Suivi Post Distribution (PDM), Procès-verbaux des transferts monétaires et de rapports du prestataire des services financiers.
Indicateur 2.5	CM.3 Nombre de sites de déplacement avec des améliorations physiques du site	4	4	Rapports périodiques des activités, suivi des ouvrages.
Indicateur 2.6	Ed.2 Nombre d'espaces et/ou de centres d'apprentissage temporaires créés et/ou réhabilités	5	5	Rapports périodiques des partenaires, suivi des travaux.
Indicateur 2.7	Ed.1 Nombre d'enfants accédant à l'éducation formelle ou non formelle	500	500	Rapports périodiques des partenaires, suivi des travaux.
Indicateur 2.8	Ed.5 Nombre d'enfants ayant reçu du matériel d'apprentissage	1,000	1,000	Rapports périodiques des partenaires, suivi des travaux.

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur Les indicateurs définis ont bien pu être exécutés, contribuant à l'atteinte du résultat escompté. Pas de variation ou d'écart entre les cibles définies et leur niveau de performances.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Appui aux centres de santé de référence et à l'hôpital de Mopti pour l'amélioration de la prise en charge sanitaire et des soins de santé d'urgence	UNHCR
Activité 2.2	Ciblage, priorisation rapide et arrangement de l'assistance au droit de logement, terre et propriété	Stop Sahel, UNHCR
Activité 2.3	Appui à l'accès aux solutions flexibles et mixtes d'hébergement en urgence y compris la réhabilitation sommaire, la location, l'extension et la réalisation par les transferts monétaires aux chefs de ménage	UNHCR
Activité 2.4	Réhabilitation et équipement à l'éclairage public solaire des établissements humains	Stop Sahel

Résultat 3 Les réfugiés reçoivent un appui en transferts monétaires à usage multiple pour satisfaire à leurs besoins vitaux

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Assistance multisectorielle aux réfugiés			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	Cash.1a Nombre de personnes recevant des transferts monétaires à usages multiples	10,000	10,000	Rapports de suivi des activités, Enquête de Suivi Post Distribution (PDM), Procès-verbaux des transferts monétaires et de rapports du prestataire des services financiers.

Indicateur 3.2	Cash. 1b Valeur totale des transferts monétaires à usages multiples distribués en USD	800,000	800,000	Rapports de suivi des activités, Enquête de Suivi Post Distribution (PDM), Procès-verbaux des transferts monétaires et de rapports du prestataire des services financiers.
Indicateur 3.3	Pourcentage de femmes qui déclarent avoir pris des décisions partagées sur l'utilisation des transferts monétaires et/ou coupons	60	60	Rapports d'Enquête de Suivi Post Distribution (PDM) et de traitement et retour de plaintes par la ligne bleue du HCR.
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Les indicateurs définis ont pu atteindre un taux de mise en œuvre de 100% de cibles, contribuant à l'atteinte du résultat escompté.		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 3.1	Lancement officiel de la réponse multisectorielle aux réfugiés	UNHCR et ses partenaires		
Activité 3.2	Transferts monétaires à usage multiple pour satisfaire les besoins vitaux des réfugiés pour 3 mois (Par mois : 80,000 FCFA pour les ménages de moins de 7 personnes, 160,000 de 7 à 12 personnes et 240,000 pour plus de 13 personnes)	UNHCR		
Activité 3.3	Organisation d'enquêtes de suivi post-distribution auprès des ménages (PDM)	AMRAD		

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés⁴ qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)⁵ :

La protection à base communautaire du HCR a pu mobiliser les communautés à travers les mécanismes locaux via le partage d'information, des consultations sur leur perception, la portée du projet et l'impact souhaité. Dans le même élan, les leaders

⁴ En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

⁵ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

communautaires, les jeunes et femmes ont pu être mobilisés et engagés comme maillon essentiel de la cohésion sociale, la résolution des litiges lors des travaux d'enregistrement et la mise en place des infrastructures temporaires d'enregistrement, des espaces communautaires puis dans la construction des espaces d'apprentissage. Ils ont notamment été des acteurs clés dans les activités de protection sociale et de prévention contre les VBG.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

La mise en place du guichet unique établi par le HCR et ses partenaires, s'est accompagnée de l'identification au sein des communautés, des points focaux de redevabilité qui ont été formés. Ils ont été dotés d'outils pour saisir, établir et adresser des plaintes en saisissant les canaux de référencement disponibles, renforcés et mis en place. De plus, la ligne bleue a été entièrement opérationnalisée dans les zones des réfugiés afin de faciliter leur saisie, la réception de plaintes et le retour après traitement. Ce sont plus de 1,076 cas de retours/feedbacks qui ont été recueillis et traités sur la période de la mise en œuvre du projet, soit 75% d'hommes et 25% de femmes, repartis dans différentes zones d'intervention, y compris Mopti (721), Bandiagara (156), Douentza (4), San (195). Ces retours/feedback ont porté sur des demandes d'informations sur les activités des partenaires, des sollicitations d'aides au logement, à la documentation, en activités génératrices de revenus, de prise en charge médicale, d'assistances en vivres. Les communautés ont aussi exprimé leur satisfaction, leurs plaintes et mécontentements. Il convient de souligner que deux cas de VBG ont été signalés et fait l'objet de référencement. En outre, des témoignages de satisfaction sur l'assistance ont été recueillis lors des groupes de parole.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Le HCR dispose de canaux de référencement et de plaintes ou via de mécanismes communautaires. Ces mécanismes offrent aux communautés la possibilité de signaler directement les plaintes qui sont transmises au Bureau de l'Inspecteur général du HCR. Toute victime d'EAS, avec son consentement, sera dirigée vers un soutien et une assistance par le biais de voies d'orientation. De même que les conditions de partenariat exigent et engagent les partenaires à adhérer au Protocole des allégations d'EAS.

Tous les personnels des partenaires impliqués dans les programmes du HCR sont formés sur la protection contre les PSEA, au Code de conduite et la remontée des plaintes liées aux EAS.

Les partenaires et personnels en première ligne ont ratifié le code de conduite. Le HCR ainsi que les autres agences du système des Nations-Unies disposent de MoU pour veiller au respect de confidentialités des plaintes d'EAS sous la coordination du réseau de PEAS.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

La mise en œuvre du projet a été inclusive et représentative de tous les groupes d'âge, genre, ayant permis l'équilibre entre les différentes sensibilités issues de la communauté réfugiée et d'accueil. Elle a contribué à réduire les inégalités entre les sexes, l'âge, les minorités, les personnes en situation de handicap intellectuel et physique. Ce résultat a été l'effort de l'engagement et la participation communautaire impliquant les femmes, jeunes et personne âgées.

e. Personnes handicapées (PwD) :

Dans le cadre de l'assistance aux personnes à besoin spécifique, le projet a pu identifier et assurer la prise en charge des personnes à besoins spécifiques de manière holistique. Cela impliquait notamment le référencement, l'assistance médicale et l'appui multiforme à travers les transferts monétaires à usage multiple et en logement. Ils ont aussi été priorisés par l'assistance nutritionnelle en vivres. Les services de protection spécifique et le guichet établis ont permis de répondre efficacement aux besoins de personnes en situation de handicap, impliquant leur dotation en kits spéciaux répondant à leur besoin.

f. Protection :

L'assistance multisectorielle vitale aux besoins des réfugiés répond intégralement aux problématiques et besoins de protection des communautés directement ciblées par le projet et autres bénéficiaires indirects par le paquet de réponse holistique mis en œuvre. Celui-ci a permis de garantir l'accès à la documentation civile, attestant le statut des réfugiés et contribuant à faciliter leur mobilité, accès aux services, à l'éducation de leurs enfants. Cela contribue également à les protéger contre les violations ou les risques d'exploitation, ainsi que la cohésion sociale entre les différentes communautés.

g. Éducation :

L'éducation fait partie intégrante et constitue l'une des rubriques clés du projet d'assistance multisectorielle vitale. Ces actions ont permis de garantir l'accès à l'éducation des enfants réfugiés, la réintégration des enfants en âge scolaire, l'appui à l'accès des kits scolaires et le

redémarrage des programmes académiques. Elles ont aussi facilité le renforcement des infrastructures scolaires en situation d'urgence par la construction et la réhabilitation des Espaces d'Apprentissage Temporaire (EAT) et la dotation des centres d'alphabétisation avec les kits scolaires puis la capacité des enseignants par la fourniture des matériels et kits d'apprentissage aux apprenants dans les EAT et certaines écoles d'accueil.

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	14,000

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Deux modalités des transferts monétaires ont été utilisées, lors de la mise en œuvre de ce projet via l'agence Bancaire Ecobank. Elles impliquent les remises directes en espèces conditionnées et sans restriction, respectivement pour l'appui aux solutions flexibles en abris et pour les usages multiples destinés aux besoins domestiques essentiels des familles. Ces transferts ont été utilisés pour répondre à leurs besoins en logements, appuyés par un suivi et accord de principe. Les appuis en transferts monétaires ont fait l'objet de mutualisation avec le reste du paquet de réponse notamment les services de référencement au titre de la protection à base communautaire.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
Transferts monétaires à usage multiples pour satisfaire aux besoins vitaux des réfugiés	10,000	US\$ 800,000	Multi-cluster - Assistance aux réfugiés multisectorielle	Sans restriction
Appui à l'accès aux solutions flexibles et mixtes d'hébergement en urgence y compris la réhabilitation sommaire, la location, l'extension et la réalisation par les transferts monétaires	4,000	US\$ 429,300	Multi-cluster - Assistance aux réfugiés multisectorielle	Avec restriction

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
-------	-------------------

Appui aux Réfugiés de la Ville de Douentza	https://x.com/unhcr mali/status/1849405656140325362?s=46
Enregistrement des Réfugiés Burkinabè à Koro	https://x.com/unhcr mali/status/1828418338671771665?s=46
Réponse en transferts monétaires à usage multiples et pour les abris	https://x.com/unhcr mali/status/1818593715499278405?s=46
Enregistrement des réfugiés, couplés à la Réponse	https://x.com/unhcr mali/status/1823743897727602702?s=46
Compte rendu sur l'électrification solaire de la Maternité de l'Hôpital Régional de Mopti, Somino Dolo	https://drive.google.com/file/d/189iWXVAvweivR2lQ4JqlOF8fU9eHxXYr/view?usp=sharing
Rapport d'Acquisition et Mise en Place des Equipements en Energie Solaire aux Structures Sanitaires dans Quatre (04) Communes du Mali (Mopti, Koro, San et Tominian)	https://drive.google.com/file/d/1IGssKWYk-ONX5g-eDPTH5jOJIM2EYh7q/view?usp=sharing

3.3 Rapport du projet 24-RR-CEF-026

1. Information sur le projet			
Agence :	UNICEF	Pays :	Mali
Secteur / cluster :	Nutrition	Code du projet :	24-RR-CEF-026
Titre du projet :	Assistance nutritionnelle aux populations vulnérables dans les régions de Gao, Ménaka et Mopti, et aux nouveaux réfugiés dans les régions de Mopti, Bandiagara et San.		
Date de début :	16/05/2024	Date de fin :	15/11/2024
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>
Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 8 500 000
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :		US\$ 350 000
	Montant reçu du CERF :		US\$ 2 500 000
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :		US\$ 673 588
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 422,945
	Partenaires ONG internationale		US\$ 58,341
Partenaires ONG nationale		US\$ 192,302	
Croix Rouge / Croissant Rouge		N/A	

2. Résumé des résultats obtenus

Grâce au financement du CERF, UNICEF et ses partenaires ont mis en œuvre des interventions nutritionnelles vitales dans les régions de Bandiagara, Gao, Ménaka, Mopti et San, touchées par la crise humanitaire.

Ces actions ont permis de dépister l'émaciation chez 165 870 enfants (83 504 garçons et 82 366 filles) de 0 à 59 mois, parmi lesquels 48 261 (dont 26 061 filles) ont été référés vers des structures de soins et 21 027 ont reçu un traitement contre la malnutrition aiguë sévère. L'appui en intrants a été renforcé avec la distribution de 21 027 cartons d'Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi (ATPE), dépassant la prévision initiale de 17 500 cartons. Les structures ont également reçu 280 cartons de lait F100, 360 cartons de lait F75, 2 000 flacons d'amoxicilline 125 mg sirop, 370 boîtes d'amoxicilline 250 comprimés et 60 000 paquets de Poudre de Micro-Nutriments (MNPs).

Au niveau communautaire, 125 Agents de Santé Communautaires (ASC) ont été formés sur la Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA), facilitant l'accès aux soins. Par ailleurs, 2 155 mères et gardiens d'enfants de 6 à 59 mois ont été sensibilisés au dépistage précoce de la malnutrition à l'aide de la bande de Shakir et au référencement des cas. En complément, 63 210 mères et gardiennes ont été formées aux bonnes pratiques d'alimentation infantile et à la Protection Contre les Abus et l'Exploitation Sexuelle (PSEA) en contexte d'urgence.

Au total, 226 427 personnes (142 923 femmes) ont bénéficié de soins conformes aux standards SPHERE. Les résultats sont significatifs, avec un taux de guérison de 95 pour cent, un taux de décès de 0,5 pour cent et un taux d'abandon de 4 pour cent. Enfin, le projet a renforcé les équipes mobiles à Gao et Ménaka, où l'insécurité persistante entraîne d'importants déplacements de populations.

3. Modifications

Compte tenu des besoins humanitaires croissants dans les zones couvertes par le CERF, une optimisation des coûts de fret a permis de commander 21 027 cartons de RUTF, dépassant ainsi l'objectif initial de 17 500 cartons. En conséquence, l'objectif de traitement des enfants atteints de malnutrition aiguë sévère a été revu à la hausse, atteignant 21 027 bénéficiaires.

Afin d'assurer la continuité des soins en attendant la réception de cette commande supplémentaire, le stock tampon a été utilisé et reconstitué dès la livraison des nouveaux intrants. Hormis cette adaptation logistique, aucune autre modification substantielle n'a été apportée au projet, et sa mise en œuvre s'est déroulée conformément aux objectifs et indicateurs prévus.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Nutrition									
	Prévu					Atteint				
Catégorie	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	5 000	0	5 100	4 900	15 000	5 115	0	5 100	4 900	15 115
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	15 000	0	16 116	15 484	46 600	15 210	0	17 100	16 484	48 794
Communautés d'accueil	35 000	0	64 464	61 936	161 400	35 315	0	65 083	62 120	162 518
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	55 000	0	85 680	82 320	223 000	55 640	0	87 283	83 504	226 427
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	2 750	0	4 284	4 116	11 150	2 010	0	3 402	3 005	8 417

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

224 personnes Directeurs Techniques de Centre de santé (DTC) dont 190 hommes et 34 femmes, chargés de nutrition des centres de santé, médecins et autres personnels des URENI des structures sanitaires ont bénéficié d'un renforcement des capacités sur la prise en charge des cas de malnutrition aiguë.

Grâce aux agents de santé communautaires et au Groupe de Soutien et d'Action en Nutrition (GSAN), 63 210 personnes (55 000 Femmes Enceintes et/ou allaitantes et 8 210 hommes) ont bénéficié de séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques familiales essentielles, notamment une alimentation adéquate du nourrisson et du jeune enfant, le lavage des mains et la vaccination. Les régions de Gao et Ménaka ont également bénéficié de cliniques mobiles, qui ont permis d'atteindre les zones à accès difficile.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet	Augmenter l'accès des enfants vulnérables souffrant de malnutrition aiguë aux services de prévention et de prise en charge de la malnutrition, dans les régions où les taux de malnutrition sont parmi les plus élevés et abritant les personnes déplacées internes et des réfugiés, y compris les cercles de Gao, Ansongo, Bourem, Ménaka, Mopti, Bandiagara, Douentza, Bankass et Koro.
Résultat 1	Les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère y compris les personnes déplacées internes et réfugiées ont un accès accru aux services de détection précoce, de référencement et de prise en charge intégrée de qualité de la malnutrition aiguë.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	N.3a Nombre de personnes inscrites à un programme de traitement de la malnutrition aiguë sévère (MAS) (enfants âgés de 0 à 59 mois, réponse sécurité alimentaire)	16,000	19,164	DHIS2
Indicateur 1.2	N.3a Nombre de personnes inscrites à un programme de traitement de la malnutrition aiguë sévère (MAS) (enfants âgés de 0 à 59 mois, réponse réfugiés)	1,500	1,863	DHIS2
Indicateur 1.3	N.3b Pourcentage d'enfants de 0 à 59 mois admis pour un traitement MAS, et qui se sont rétablis (réponse sécurité alimentaire)	>90%	95%	DHIS2
Indicateur 1.4	N.3b Pourcentage d'enfants de 0 à 59 mois admis pour un traitement MAS, et qui se sont rétablis (réponse réfugiés)	>90%	95%	DHIS2
Indicateur 1.5	N.4 Nombre de personnes dépistées pour malnutrition aiguë (enfants âgés de 6 à 59 mois, réponse sécurité alimentaire)	158,000	165,870	Registre de dépistage des relais, ASC
Indicateur 1.6	N.4 Nombre de personnes dépistées pour malnutrition aiguë (enfants âgés de 6 à 59 mois, réponse réfugiés)	10,000	10,010	Registre des agents communautaires
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	Une amélioration globale des indicateurs a été observée, traduisant un impact positif des interventions mises en œuvre. L'augmentation des admissions pour les indicateurs 1.1 et 1.2 s'explique par la hausse du nombre de cartons de RUTF alloués, permettant d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires.			

	Concernant les indicateurs 1.3 et 1.4, les résultats positifs sont le fruit des formations, supervisions et séances de coaching dispensées aux équipes chargées de la prise en charge de la MAS à tous les niveaux. Les indicateurs 1.5 et 1.6, liés aux activités communautaires, montrent un léger dépassement des cibles prévues. Cette dynamique s'explique par les efforts de mobilisation sociale menés par l'équipe du projet sous la coordination de l'UNICEF, qui ont renforcé l'adhésion et l'engagement des communautés bénéficiaires. Par nature, ces activités de masse attirent généralement un nombre de participants supérieur aux prévisions, témoignant du succès des initiatives mises en œuvre au niveau communautaire.	
Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Appui à la mise en oeuvre de la PCIMA en stratégie fixe (centres de santé communautaires) et mobile (Cliniques mobiles)	Organisations Non Gouvernementales (2 ONGN et 1 ONGI), Districts sanitaires
Activite 1.2	Suivi des activités, supervision et coaching des prestataires de santé et agents de santé communautaire	Organisations Non Gouvernementales Délégation Régionale de la Santé, District sanitaire, Sous-direction Nutrition au niveau national
Activite 1.3	Appui aux campagnes de dépistage actif de la malnutrition aigüe à travers les plateformes communautaires ou couplée à la Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition (SIAN) et à la CPS.	Districts sanitaires, Organisations Non Gouvernementales

Résultat 2 Les structures de santé et les communautés ont la capacité de fournir les services préventifs et curatifs de lutte contre la malnutrition aigüe en situation d'urgence dans un environnement protecteur contre les Violences Basées sur le Genre, en particulier pour les femmes et les filles

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	Nombre de districts sanitaires appuyés ayant connu de rupture en Aliments Thérapeutiques Prêts à l'emploi (ATPE /RUTF)	0	0	Rapport de stock
Indicateur 2.2	N.6 Nombre de personnes bénéficiant de formations et/ou de sessions de sensibilisation communautaire sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence	55 000	63,210	Registres des agents communautaires, SAN
Indicateur 2.3	Nombre des mères et de gardiennes d'enfants de moins de cinq ans orientées, équipées en ruban de Périmètre Brachial et qui dépistent l'émaciation dans leurs familles	2 000	2,155	Registres GSAN
Indicateur 2.4	CC.1 Nombre de travailleurs humanitaires de première ligne (ex : le personnel des partenaires) qui ont reçu une courte formation de recyclage pour soutenir la mise en œuvre du programme et sur l'exploitation et l'abus sexuel dans la communauté	100	125	Rapport d'activité

Indicateur 2.5	N.5 Nombre de personnes recevant des suppléments de vitamines et/ou de micronutriments	10,000	10,020	Direction Régionale de la Santé (DRS), les ONGs locales
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Le dépassement des indicateurs pour les activités communautaires témoigne d'une forte mobilisation et d'une adhésion significative des communautés. Ce succès est le résultat d'une communication efficace en amont du projet, permettant aux bénéficiaires de comprendre pleinement ses enjeux, ses objectifs et les bénéfices attendus. Une appropriation locale renforcée favorise ainsi une participation active et un impact accru des interventions.		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 2.1	Formation ou recyclage des prestataires sur la mise en œuvre du programme et sur l'exploitation et l'abus sexuel dans la communauté	Les Directions Régionales de Santé (DRS), les ONGs locales		
Activité 2.2	Supplémentation en poudre de micronutriments (MNPs) aux nouveaux réfugiés.	Les ONGs partenaires en collaborations avec les DRS		
Activité 2.3	Monitoring and évaluation / Post-distribution Monitoring	Les ONGs partenaires en collaborations avec les DRS		

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés⁶ qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)⁷ :

Ce projet a été mis en œuvre de manière participative et inclusive. Les communautés locales bénéficiaires ont été étroitement impliquées à toutes les étapes du projet, que ce soit à travers leurs participation à l'évaluation conjointe des besoins, ou l'organisation d'un atelier de présentation du projet (objectifs, attentes et stratégies de mise en œuvre) en présence de toutes les parties prenantes, y compris les acteurs communautaires. En matière de redevabilité, une synergie d'actions a été mise en place par les ONGs locales à travers un mécanisme de retour d'informations réguliers avec les bénéficiaires. Ainsi, UNICEF, en partenariat avec PREMISE (bureau d'étude), a instauré un système de suivi en temps réel de la mise en œuvre du projet. Ce mécanisme, basé sur des questionnaires adressés de manière aléatoire aux bénéficiaires, a permis de mesurer leur satisfaction. Cette démarche contribue à orienter les acteurs de la mise en œuvre, favorisant ainsi l'amélioration continue de la qualité des services offerts au bénéfice des communautés soutenues.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP

Le retour d'information a été assuré par le renforcement du système d'information à tous les niveaux, y compris au niveau local, à travers des réunions de coordination et d'échanges sur les résultats avec les relais et les plateformes communautaires. Des activités de sensibilisation sur le projet ont également eu lieu, ainsi que des dialogues au niveau communautaire avec les relais et les plateformes, la diffusion d'informations clés et des messages du projet sur les médias, notamment les radios communautaires. Enfin, l'implication des

⁶ En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

⁷ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

réseaux de communicateurs traditionnels a été assurée tout au long du projet, permettant de recueillir et de remonter les plaintes, ainsi que toutes formes d'inconfort, qu'elles aient été sciemment ou inconsciemment infligées aux bénéficiaires.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Ce projet s'inscrit pleinement dans la lutte contre toutes formes d'exploitation et d'abus sexuels. À cet égard, un système anonyme de dénonciation de ces cas a été mis en place, permettant de punir les responsables dès qu'un abus est avéré, tout en garantissant l'anonymat des victimes afin de prévenir toute forme de représailles. Ce système a été déployé à différents niveaux d'implémentation du projet. Il est également important de souligner que tous les acteurs clés de la mise en œuvre du projet, de l'équipe cadre aux acteurs communautaires, ont bénéficié d'un renforcement de capacités sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, ainsi que sur les stratégies et mécanismes de partage d'information en cas de constatation de tels cas. Durant la mise en œuvre de ce projet, aucun cas n'a été signalé.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Aucun cas de stigmatisation, de discrimination liée à la race, au sexe ou à la classe sociale n'a été signalé au cours du projet, qui était axé sur le soutien aux populations les plus vulnérables, notamment les femmes et les filles, dans les zones les plus affectées par les crises.

e. Personnes handicapées (PwD)

Le projet mis en œuvre grâce au financement du CERF n'était pas spécifiquement axé sur les personnes vivant avec un handicap. Cependant, il est demeuré inclusif, en offrant une répartition équitable des services et des biens à toutes les catégories de la population.

f. Protection :

La protection des personnes affectées et à risque a été prise en compte à travers le renforcement de capacité de la communauté sur les pratiques recommandées dans le domaine sanitaire, nutritionnel et environnemental. Ce renforcement de capacité permettra à court et à long terme de protéger les familles contre toute pratiques néfastes contribuant à nuire leur bien-être. De plus, il faut noter que 125 travailleurs humanitaires (76 hommes et 49 femmes) de première ligne, y compris le personnel des partenaires, ont reçu une formation de recyclage sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels au sein de la communauté, afin de soutenir la mise en œuvre du programme et garantir la protection des bénéficiaires.

g. Éducation :

Non applicable.

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Non	Non	N/A

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considérée comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisées dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisée, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Les transferts Monétaires/les bons d'achat ne faisaient pas parti des termes du projet ce qui justifie la non prise en compte dans l'implémentation du projet.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
--	---------------------	-----------------------	-------------------	-------------

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
Au Mali, les élèves reprendront le chemin de l'école pour la nouvelle année scolaire 2024-2025, ce 4 novembre 2024	https://www.unicef.org/mali/communiqu%C3%A9s-de-presse/au-mali-les-%C3%A9l%C3%A8ves-reprendront-le-chemin-de-l%C3%A9cole-pour-la-nouvelle-ann%C3%A9e https://www.unicef.org/mali/en/press-releases/mali-students-will-return-school-new-2024-2025-school-year-november-4th-2024
Courir pour rattraper la seule pirogue du village afin d'arriver à l'école à l'heure	https://www.unicef.org/mali/recits/courir-pour-rattraper-la-seule-pirogue-du-village-afin-darriver-%C3%A0-l%C3%A9cole-%C3%A0-lheure https://www.unicef.org/mali/en/stories/running-reach-one-canoe-village-get-school-time
Instagram	https://www.instagram.com/p/DFNxRclyXw3/?fbclid=IwY2xjawicGtVleHRuA2FibQIxMAABHYhETH2dVRiEAPBs07-4I638pacutiCeJAPhNB0gpF2I2HFjIGJ59kg_1Q_aem_OGdtXgHLVgZifTnnEkrH7g
X	https://x.com/OCHA_Mali/status/1886765400072843554 https://x.com/unicefmali/status/1882896484930404667 https://x.com/unicefmali/status/1852122683066007621 https://x.com/unicefmali/status/1852123046792110436 https://x.com/unicefmali/status/1852400085801267588 https://x.com/unicefmali/status/1852399621441540115 https://x.com/unicefmali/status/1853441512706580722 https://x.com/unicefmali/status/1853441843872120889 https://x.com/unicefmali/status/1853482121824010407 https://x.com/unicefmali/status/1853482431120069021 https://x.com/GillesFagninou/status/1884914493932630189 https://x.com/GillesFagninou/status/1884974905969488054

3.4 Rapport du projet 24-RR-WFP-022

1. Information sur le projet			
Agence :	WFP	Pays :	Mali
Secteur / cluster :	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire Nutrition	Code du projet :	24-RR-WFP-022
Titre du projet :	Assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence aux personnes déplacées internes (PDIs), communautés hôtes et réfugiés		
Date de début :	16/05/2024	Date de fin :	15/11/2024 – avec NCE 31.01.2025
Révisions :	Extension sans cout <input checked="" type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>

Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :	US\$ 94 122 186
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :	US\$ 17 828 941
	Montant reçu du CERF :	US\$ 4 700 000
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :	US\$ 702,763
	Partenaires gouvernementaux	US\$ 0
	Partenaires ONG internationale	US\$ 402,024
	Partenaires ONG nationale	US\$ 300,739
Croix Rouge / Croissant Rouge	US\$ 0	

2. Résumé des résultats obtenus

Activité 1 : Assistance Alimentaire d'urgence

Dans le cadre du projet, le PAM a fourni une assistance alimentaire aux populations en situation d'insécurité alimentaire IPC3+ dans les régions de Gao, Ménaka et Mopti.

Les distributions ont ciblé 73,744 personnes déplacées et 37,370 personnes vulnérables des communautés hôtes, soit un total de 111,114 bénéficiaires, avec la modalité de transfert monétaire (CBT) via des e-vouchers.

- Chaque personne déplacée interne a reçu un montant de 0.53 USD/personne/jour pendant 1 mois, pour une valeur totale de transfert de 659,897 USD. La planification a été revue en fonction des alertes RRM reçues.
- Les communautés hôtes vulnérables en IPC 3 et 4 ont reçu 0.32 USD/personne/jour pendant 4 mois (au lieu de 2 mois initialement prévus), pour un montant total de 1,978 777 USD. La ration pour les populations hôtes a également été revue, passant de \$0.27/jour à \$0.32/jour (cela explique l'augmentation de la valeur de transfert pour ces bénéficiaires).

En réponse aux besoins multisectoriels des **réfugiés vulnérables** arrivés au Mali en 2024, le PAM a également soutenu **23,744 réfugiés** installés à Mopti, Bandiagara et San à travers des transferts monétaires d'une valeur totale de 425,968 USD, avec une ration de 100% pendant 2 mois.

Au total, 134,858 bénéficiaires ont été atteints sur les 128,673 prévus, représentant un taux de réalisation de 105%.

Activité 2 : Assistance Nutritionnelle

Le PAM a fourni une assistance nutritionnelle pendant une période de 4 mois, aux populations vulnérables à Ménaka, Gao, Mopti (dans les cercles d'Ansongo, Gao, Bourem, Ménaka, Douentza, Koro et Tominian). L'intervention a inclus la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM) chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes.

- 29 607 enfants de 6-59 mois et 1 055 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié d'un programme de supplémentation MAM à travers les structures de santé communautaires (CSCOM).
- 9 688 enfants de 6-23 mois et 4,414 femmes enceintes et allaitantes ont été assistés dans le cadre de la prévention de la malnutrition aiguë.
- 802 enfants réfugiés de 6-23 mois et 1 794 femmes enceintes et allaitantes réfugiées ont également reçu une assistance nutritionnelle.
- Les bénéficiaires ont reçu un total de 172.7 MT de produits nutritionnels spécialisés tels que Plumpy Sup, CSB+ et huile végétale fortifiée.
- Les femmes ont reçu des transferts monétaires, pour un montant total de 110,153.02 USD sur 176,034 USD prévus.
- Un dépistage actif a été réalisé, et un total de 38,263 bénéficiaires ont été exposés à des messages de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'alimentation et de nutrition du jeune enfant (ANJE).
- Dans le cadre du Pilier 2 de cette intervention spécifique aux réfugiés, le PAM a assisté un total de 2 596 sur 3 250 bénéficiaires (réfugiés) pour la prévention de la MAM.

En tout, **47,360 bénéficiaires** ont été atteints sur les 41,513 prévus, représentant un taux de réalisation de 114%.

Le PAM a signé dix (10) contrats (FLA) avec des partenaires coopérants, dont quatre (4) partenaires internationaux et six (6) partenaires locaux, pour la mise en œuvre des opérations sur le terrain. Grâce à ses bureaux de terrain situés à Kayes, Mopti, Gao, Tombouctou, Ségou et Ménaka, le PAM Mali a été en mesure de déployer ses activités sur l'ensemble de la zone du projet. Un suivi et un accompagnement rapprochés des activités des partenaires de mise en œuvre ont été assurés à toutes les étapes du cycle de programme, garantissant ainsi une exécution efficace et adaptée aux réalités du terrain.

3. Modifications

En raison de retards dans les livraisons internationales des produits nutritionnels achetés en dehors du Mali, la distribution de ces produits nutritionnels via le corridor malien n'a débuté qu'en août 2024, coïncidant avec la saison des pluies, ce qui a fortement perturbé les distributions, notamment à Mopti et Ségou. Les inondations ont aggravé ces difficultés logistiques, retardant l'acheminement des 63 MT de CSB++ destinés à la prévention de la malnutrition aiguë. Le PAM a donc sollicité et obtenu une extension sans coût jusqu'au 31 janvier 2025 (3 mois d'extension) afin d'aligner la période de mise en œuvre avec la date de péremption des produits et de finaliser les distributions. Cette prolongation n'a apporté aucun changement programmatique/opérationnel du projet.

Concernant l'assistance alimentaire d'urgence, un léger ajustement programmatique a été nécessaire pendant la mise en œuvre du projet. En particulier, la valeur de transfert pour les PDI est passé de 1.7M USD à 659,000. Cette variation est dû à une diminution du caseload de PDI, selon les alertes du mécanisme de réponse rapide (RRM) reçues. Par conséquent, la valeur de transfert pour l'assistance aux populations hôtes en IPC 3 et 4 a augmenté passant de \$505,000 initialement prévu à \$1,9M. Cette variation est dû à l'augmentation de la durée de l'assistance qui est passée de 2 mois (initialement prévu) à 4 mois, y compris un changement de la ration qui est passé de \$0.27/jour à \$0.32/jour.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Nutrition									
	Prévu					Atteint				
Catégorie	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	250	0	1 560	1 440	3 250	1 794	0	417	385	2 596
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	318	0	881	683	1 882	1 040	0	1 043	962	3 045
Communautés d'accueil	6 055	0	17 037	13 289	36 381	4 502	0	19 353	17 864	41 719
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	6 623	0	19 478	15 412	41 513	7 336	0	20 813	19 211	47 360
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	927	0	2 727	2 158	5 812	697	0	1 975	1 827	4 499

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire									
	Prévu					Atteint				
Catégorie	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	7 746	7 442	4 358	4 186	23 732	8 310	7 123	4 749	3 562	23 744
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	24 060	23 117	13 534	13 003	73 714	25 810	22 123	14 749	11 062	73 744
Communautés d'accueil	10 192	9 793	5 734	5 508	31 227	13 080	11 211	7 474	5 605	37 370
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	41 998	40 352	23 626	22 697	128 673	47 200	40 457	26 972	20 229	134 858
Personnes handicapées C(PwD) sur le total										
	5 880	5 649	3 308	3 178	18 015	4 491	3 842	2 568	1 910	12 811

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Un total de **61,568 mères d'enfants, femmes enceintes et allaitantes** ont été sensibilisées aux bonnes pratiques familiales (ANJE) en situation d'urgence, renforçant ainsi leurs connaissances en matière de nutrition infantile et de soins aux enfants de moins de 5 ans.

Les sessions de sensibilisation ont été menées sur les sites de distribution, permettant aux bénéficiaires d'accéder à des conseils pratiques sur l'alimentation et la nutrition. L'UNICEF, responsable de la stratégie ANJE, a dispensé ces conseils au niveau communautaire auprès des populations, incluant hommes et femmes, afin de favoriser l'adoption de comportements alimentaires améliorés. De son côté, le PAM est intervenu directement sur les sites de distribution, garantissant une complémentarité des efforts sans duplication, ce qui a permis d'optimiser la couverture et l'impact des interventions.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet Les personnes en situation d'insécurité alimentaire affectées par le conflit, y compris les personnes déplacées internes, les communautés d'accueil, et les réfugiés, sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnelles à Gao, Ménaka, Mopti, Bandiagara, San.

Résultat 1 Les personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire reçoivent des transferts inconditionnels afin de satisfaire leurs besoins alimentaires de base.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster		Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire		
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	Cash.2a Nombre de personnes recevant des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur (personnes déplacées internes)	73 714	73 744	Rapports CP
Indicateur 1.2	Cash.2a Nombre de personnes recevant des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur (famille d'accueils/autres personnes vulnérables)	31 227	31 257	Rapports CP
Indicateur 1.3	Cash.2a Nombre de personnes recevant des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur (réfugiés)	23 732	23 744	Rapports CP
Indicateur 1.4	Cash.2b Valeur totale des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur, distribués en USD (personnes déplacées internes)	1,758,079	659,897	Plan de distributions
Indicateur 1.5	Cash.2b Valeur totale des transferts monétaires inconditionnels spécifiques au secteur, distribués en USD (famille d'accueils/autres personnes vulnérables)	505,877	1,978 777	Plan de distribution
Indicateur 1.6	Cash.2b Valeur totale des transferts monétaires	754,678	425,968	Plan de distribution

	inconditionnels spécifiques au secteur, distribués en USD (réfugiés)			
Indicateur 1.7	Indice de stratégie d'adaptation basé sur la consommation (moyenne)	<5	3.2	Post-Distribution Monitoring (PDM) Décembre 2024
Indicateur 1.8	FS.5a Pourcentage des bénéficiaires avec un Score de Consommation Alimentaire acceptable	≥80%	86.7%	Post-Distribution Monitoring (PDM) Décembre 2024

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur

Indicateur 1.7 / Indicateur 1.8 : La variation des indicateurs de résultats (Score de Consommation Alimentaire et Indice de stratégie d'Adaptation Alimentaire) trouve son explication dans l'amélioration de la qualité de mise en œuvre du volet urgence promu par le programme en commençant par le renforcement du processus de ciblage à travers la digitalisation de l'enregistrement et la maîtrise des bénéficiaires. Cela a permis de réduire les erreurs d'exclusion et d'inclusion.

Indicateur 1.4 / Indicateur 1.6 : La variation de la valeur de transfert pour les PDI/réfugiés est due à une diminution du caseload (en fonction des alertes RRM reçues) ; la période de transfert a été réduite de 4 à 2 mois, et de 6 à 4 mois respectivement. Autres financements ont couvert le reste de la période. Globalement pour les IDPs et réfugiés, les fonds CERF ont permis de couvrir les premiers mois de déplacement (2 mois pour les IDPs et 4 mois pour les réfugiés) au lieu de 6 mois et aussi permis de couvrir le gap critique au niveau des Populations hôtes vulnérables en phase 4 et phase 3 avec facteurs pendant la période de soudure (4 mois d'assistance au lieu de 2 initialement prévu).

Indicateur 1.5 : Contrairement, l'assistance aux populations hôtes en IPC 3 et 4 a augmenté passant de 2 mois (initialement prévu) à 4 mois (d'où l'augmentation importante de la valeur de transfert), y compris un changement de la ration qui est passé de \$0.27/jour à \$0.32/jour.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Fourniture d'un programme intégré d'assistance alimentaire aux hommes, femmes, garçons et filles vulnérables (y compris les PDIs, les communautés hôtes, et les réfugiés) touchés par la crise, à travers des transferts monétaires et sur la base d'une évaluation des besoins, et veiller à l'adoption de mesures de préparation afin d'assurer une riposte rapide, efficace, efficiente.	Le programme a été mis en œuvre par les partenaires coopérants (CP) : CARE International Mali, WVI, GRADP, ACF, AAG. Pour une mise en œuvre efficace, des comités de ciblage et de distributions ont été mis en place dans les communautés avec l'appui des CP et PAM pour une meilleure opérationnalisation.
Activité 1.2	Post Distribution Monitoring (PDM) (suivi post-distribution)	Cette activité a été mise en œuvre par les TPMs (GARDL, IEDA-RELIEF et SAHEL-21/TSF) en coordination avec les bureaux terrain de Gao/Ménaka/Mopti.

Résultat 2 Les femmes, garçons et filles touchés par la crise reçoivent un programme intégré d'interventions nutritionnelles associant des activités de prévention sur la base d'une évaluation des besoins

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification

Indicateur 2.1	N.1 Nombre de personnes recevant une alimentation complémentaire (prévention MAM, enfants 6-23 mois)	15,760	10,940	Rapports CPs
Indicateur 2.2	N.1 Nombre de personnes recevant une alimentation complémentaire (prévention MAM, femmes enceintes et allaitantes)	5,341	6,208	Rapports CPs
Indicateur 2.3	N.4 Nombre de personnes dépistées pour malnutrition aiguë	41,513	47,360	Rapports CPs
Indicateur 2.4	Quantité d'aide alimentaire distribuée en tonne métriques. (Supercereal plus)	72.5	62.94	Rapports CPs
Indicateur 2.5	Cash.3b Valeur totale des transferts monétaires conditionnels distribués en USD pour la prévention de la malnutrition distribuée	176,034	110,153	Rapports CPs
Indicateur 2.6	Cash.4a Nombre de personnes recevant des coupons inconditionnels	5,341	6,208	Rapports CPs

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur

Indicateur 2.1. : La durée d'assistance pour les enfants de 6-23 dans le cadre de la prévention a été augmenté de 45 jours à 60 jours compte tenu du nombre de bénéficiaires enregistrés (inférieur à la planification).
Indicateur 2.4. : La variation du tonnage distribué du CSB++ (62.94MT) est due au fait que cette denrée a été achetée depuis Las Palmas ce qui a nécessité un coût de transport additionnel de plus de \$11k.
Indicateur 2.5 : La variation (diminution) de la valeur de transfert pour la composante nutrition est due à une augmentation des charges liées aux coûts d'implémentation et de transfert CBT, qui ont été principalement chargés sur l'activité nutrition. En réduisant légèrement les jours d'assistance pour les FEFA, le PAM a pu toucher plus de bénéficiaires.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Fourniture des services de nutrition préventives aux enfants de 6 à 23 mois et aux femmes enceintes et allaitantes affectés par les crises	Cette activité a été mis en œuvre en collaboration avec l'UNICEF et les autorités sanitaires locales, en collaboration avec des partenaires de mise en œuvre (CARE International Mali, WVI, GRADP, ACF, AAG, TSF-SAHÉL 2021). Elle a été intégrée dans les programmes de santé existants en réponse à une crise.
Activité 2.2	Dépistage des enfants et femmes ainsi que le référencement des cas de malnutrition vers les CSCOM	L'identification précoce des enfants et des femmes qui souffrent de malnutrition ou qui sont à risque de la développer, en collaboration avec les acteurs communautaires.
Activité 2.3	Achat des produits pour l'appui nutritionnel	Pour le programme de prévention, le PAM a acheté 62.94 MT de CSB++ au niveau international.

Résultat 3

Les femmes, garçons et filles souffrant de la malnutrition aiguë modérés sont traités

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	N.2a Nombre de personnes inscrites à un programme de traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM), enfants de 6-59 mois	19,130	29,607	Rapport CPs
Indicateur 3.2	N.2b Pourcentage de personnes admises pour un traitement MAM, et qui se sont rétablies (taux de récupération MAM), enfants de 6-59 mois	≥75%	95.5%	Post-Distribution Monitoring (PDM) Décembre 2024
Indicateur 3.3	N.2a Nombre de personnes inscrites à un programme de traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM), femmes enceintes et allaitantes	1,282	1,055	Rapport CPs
Indicateur 3.4	N.2b Pourcentage de personnes admises pour un traitement MAM, et qui se sont rétablies (taux de récupération MAM), femmes enceintes et allaitantes	≥75%	95.5%	Post-Distribution Monitoring (PDM) Décembre 2024
Indicateur 3.5	FN.1b Quantité d'aide alimentaire distribuée en tonne métriques (Quantité de suppléments nutritionnels (RUSF, CSB+ et Huile) pour le traitement de la malnutrition aiguë modérée distribuée)	112.34	109.8	Rapports CPs
Indicateur 3.6	Taux de récupération – Traitement MAM	≥75%	95.5%	Post-Distribution Monitoring (PDM) Décembre 2024
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Indicateur 3.1 / Indicateur 3.3 : L'amélioration de la qualité de mise en œuvre du Programme explique la variation positive des indicateurs de résultat. Cette amélioration est principalement due à l'amélioration du ciblage à travers la digitalisation de l'enregistrement et la maîtrise des bénéficiaires, ce qui a permis de réduire les erreurs d'inclusions et d'exclusions des bénéficiaires recevant l'assistance. La variation positive des indicateurs 3.4 et 3.6 est également liée à l'amélioration de la qualité de l'assistance.		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 3.1	Fourniture des services de traitement approprié aux enfants de 6-59 mois, aux femmes enceintes ou allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée	Le programme de prise en charge s'est déroulé dans les CSCOM sous la coordination de la DRS (Direction Régionale de la santé) du ministère de la Santé.		
Activité 3.2	Achat des produits pour l'appui nutritionnel	Les produits nutritionnels ont été achetés à l'international, notamment le Plumpy sup, le CSB+ et l'huile.		
Activité 3.3	Organisation des séances de sensibilisation	Le dépistage au niveau de CSCOM par les agents de santé a permis d'orienter les bénéficiaires sur le type de programme.		

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés⁸ qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)⁹ :

Le PAM a facilité la participation des bénéficiaires en impliquant leurs opinions dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes, avec des mécanismes de retour d'information et des consultations. Les retours ont été sollicités à chaque étape via des comités élus et des stratégies de communication à base communautaire. Les sensibilisations, y compris par les radios locales, ont été menées. Les consultations avant et après chaque étape, avec les partenaires et les populations, ont permis de minimiser les erreurs d'exclusion. Les retours ont aidé à prioriser les personnes vulnérables. Les exemples de retours d'information comprennent des préoccupations concernant la distance à parcourir à pied jusqu'au site de distribution, les horaires plus pratiques pour la distribution ou la notification de l'indisponibilité de certains produits alimentaires sur le marché. À la suite de ces retours, des mesures de protection et d'accessibilité ont été intégrées dans la planification des distributions.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

À la suite de l'amélioration de la communication sur le CFM comparativement à 2023, on note une nette amélioration dans le retour des communautés avec une hausse de 50% pendant les mois de forte assistance. En effet, au cours de l'année 2024, 6 717 feedbacks ont été reçus par l'intermédiaire du système de retour d'information. Il s'agissait de 1 337 demandes d'assistance, 1 098 demandes d'information, 4 106 réactions positives, 129 plaintes et 36 suggestions. La majorité des plaintes concernaient le non-respect des prix, le retard dans les distributions l'exclusion de l'assistance lors du ciblage, le comportement des prestataires de services aux points d'échange et les temps d'attente sur les sites de distribution. La mise en place du comité interne de suivi des plaintes et des constats majeurs a permis d'impliquer et d'engager les équipes des opérations (programmes, supply, finance et RAM) dans l'identification des problématiques, la formulation des recommandations et le suivi de la mise en œuvre. 95% des cas ont été traités et clôturés. Le suivi des dossiers non clôturés est en cours.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de protection et de prévention contre les abus et l'exploitation sexuels, le PAM a poursuivi la sensibilisation des communautés, la formation des membres des équipes, notamment les points focaux PSEA, le renforcement des capacités institutionnelles des partenaires coopérants et l'amélioration de la coordination au sein du réseau national PSEA à travers la mise en œuvre et le suivi du plan de travail conjoint. Le PAM au Mali, en synergie avec l'UNFPA et le sous-groupe VBG, a initié une session de sensibilisation sur le site de distribution des déplacés internes assistés par le PAM à Socoura (Sévaré). Des actions similaires ont été menées auprès des femmes enceintes et allaitantes et des groupements de femmes maraîchères dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes. 80% des partenaires de l'urgence ont achevé l'évaluation de leurs capacités en matière de PSEA et ont contribué à la mise en œuvre d'activités de sensibilisation communautaire ciblant les communautés assistées, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Pendant la mise en œuvre du projet, aucun cas d'abus (PSEA) n'a été signalé à travers le système de remontée des plaintes en place (numéro vert) et disséminé auprès des communautés.

⁸ En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

⁹ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Cette activité de réponse aux crises a pleinement pris en compte le genre. L'analyse de genre a été réalisée dans l'évaluation des besoins pour s'assurer que les disparités de genre dans les vulnérabilités soient prises en compte dans la conception, la planification et le suivi du programme. Le genre a été intégré dans les évaluations, le ciblage et le choix de la modalité de transfert. Le PAM a veillé à ce qu'il n'y ait aucune discrimination entre les hommes et les femmes en offrant des chances égales de leadership, de gestion et de participation significative dans toutes les étapes des activités. Tous les indicateurs permettant de mesurer les réalisations et les résultats ont été ventilés par genre. Des analyses ont été réalisées par modalité d'assistance pour questionner les potentielles stigmatisations par rapport aux types d'assistance offerts.

e. Personnes handicapées (PwD) :

Au cours du projet le PAM a pu toucher 17,310 personnes en situation de handicap à travers les activités d'assistance alimentaire et nutritionnelle. Afin d'assurer l'inclusion des personnes handicapées au cours de l'identification des sites d'enrôlement et de distribution, les questions d'accès significatives ont été prises en compte afin de s'assurer que les sites prennent en compte la dimension du handicap. Une attention particulière a été accordée aux ménages dirigés par les personnes handicapées vulnérables et sans soutien. Lors du ciblage des ménages. Le PAM est membre du comité de pilotage inter-agences pour l'inclusion du handicap au Mali, qui facilite l'identification et la coordination des actions visant à améliorer la prise en compte de toutes les formes de handicap dans le processus de mise en œuvre des projets et des programmes à travers une approche centrée sur la personne.

f. Protection :

Dans le cadre de la prévention des risques, du respect de la dignité et des droits des bénéficiaires tout en tenant compte des menaces persistantes dans les régions du nord et du centre, le PAM a renforcé les consultations communautaires (78 séances) et les évaluations rapides de protection (3 évaluations) dans les zones volatiles pour promouvoir un environnement protecteur. Faisant suite aux résultats et aux risques identifiés, des mesures ont été mises en œuvre afin d'améliorer les compétences et les connaissances de plus de 370 travailleurs de première ligne. Ces formations ont contribué à la formulation de recommandations et à la réduction des risques auxquels font face les communautés.

g. Éducation :

NA

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	141,066

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisées dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Le PAM a procédé à des évaluations multisectorielles afin de déterminer la faisabilité d'une assistance en espèces dans chaque zone et de définir le mécanisme de transfert le plus approprié. Ces évaluations tiennent compte de la fonctionnalité du marché, des préférences des bénéficiaires et des considérations relatives à la protection et à la sécurité. Dans le cadre de ce projet, le PAM a fourni une assistance directe en espèces par l'intermédiaire d'un prestataire de services financiers partenaire et une assistance sous forme de bons (electronic voucher) par l'intermédiaire des détaillants du PAM. Toute l'assistance a été gérée par SCOPE, le système de gestion d'assistance du PAM. En total, le PAM a atteint 141m066 personnes (6,208 nutrition + 134,858 food assistance).

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
Prevention de la malnutrition aigüe chez les femmes enceintes et allaitantes	6,208	US\$ 110,153.02	Nutrition - Nutrition	Avec restriction
Assistance Alimentaire d'urgence	134,858	US\$ 3,064,642	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Sans restriction

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
Assistance alimentaire et nutritionnelle vitale aux déplacés internes de Ségou.	https://x.com/WFP_Mali/status/1793253627189965122 https://www.facebook.com/share/p/15mD7e2Q57/
Assistance alimentaire et nutritionnelle aux ménages vulnérable pour renforcer la protection sociale à Gao.	https://x.com/WFP_Mali/status/1795801275021382042 https://www.facebook.com/share/p/15qUTvwkrQ/
Assistance alimentaire et nutritionnelle pour la soudure précoce à Ménaka.	https://x.com/WFP_Mali/status/1796160194780537250 https://www.facebook.com/share/p/18SSswN7SZ/
Assistance alimentaire et nutritionnelle pour la soudure précoce à Gao - Témoignage de Fadimata.	https://x.com/WFP_Mali/status/1799093861031280947 https://www.facebook.com/share/p/1Y9kwK4iJK/
Assistance alimentaire et nutritionnelle pendant la soudure à #Menaka.	https://x.com/WFP_Mali/status/1808493875469717849 https://www.facebook.com/share/p/162TsNf7Pd/
L'assistance alimentaire change la vie de Fatoumata et de sa famille.	https://x.com/WFP_Mali/status/1808526605997969442 https://www.facebook.com/share/p/12CBkF5p7j7/
Assistance alimentaire en espèces aux ménages résidents et personnes déplacées internes à Gao, Ménaka et Asongo.	https://x.com/WFP_Mali/status/1813161993039221237 https://www.facebook.com/share/p/16BeEBAX6R/

<p>Assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence aux ménages résidents et personnes déplacées internes à Ménaka pendant la pré-soudure.</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1813938284986548543 https://www.facebook.com/share/p/19x9EtiyEV/</p>
<p>Assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence aux ménages résidents de Ménaka.</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1823340122525335931 https://www.facebook.com/share/p/18FALgVBax/?mibextid=WC7FNe</p>
<p>Témoignage de Intouwa Ag bénéficiaire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle en période de soudure à Ménaka.</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1826544357031162319 https://www.facebook.com/share/p/1A9CouDv13/?mibextid=WC7FNe</p>
<p>Témoignage d'Almahmoud, handicapé visuel, bénéficiaire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle à Ménaka.</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1826970565543915997 https://www.facebook.com/share/p/1EKkJPVJuk/</p>
<p>Soutien à la nutrition des mères allaitantes.</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1829519453031162121 https://www.facebook.com/share/p/1DqWfNNtqi/?mibextid=WC7FNe</p>
<p>Assistance alimentaire en espèces aux personnes déplacées internes et ménages résidents pendant la soudure agro-pastorale à Gao.</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1833544461822865493 https://www.facebook.com/share/p/18oKnGF2Mk/?mibextid=WC7FNe</p>
<p>Témoignage de Fanta Camara bénéficiaire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle à Ménaka</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1833912122935574652 https://www.facebook.com/share/p/19rY9CCsM5/?mibextid=WC7FNe</p>
<p>Réponse d'urgence aux sinistrés des inondations.</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1836109166546686363 https://www.facebook.com/share/p/1BAr5rLqVv/</p>
<p>Prévention de la malnutrition : témoignage de Mariam</p>	<p>https://x.com/WFP_Mali/status/1837115126329012637 https://www.facebook.com/share/p/1LCMub25NG/?mibextid=WC7FNe</p>

ANNEXE : FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERES AUX PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE I

CERF Project Code	Cluster/Sector	Agency	Partner Type	Total CERF Funds Transferred to Partner US\$
24-RR-HCR-011	Multi-Sector Refugee Assistance	UNHCR	GOV	\$178,714
24-RR-HCR-011	Multi-Sector Refugee Assistance	UNHCR	NNGO	\$150,000
24-RR-HCR-011	Multi-Sector Refugee Assistance	UNHCR	INGO	\$70,000
24-RR-HCR-011	Multi-Sector Refugee Assistance	UNHCR	NNGO	\$150,000
24-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	GOV	\$415,978
24-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	GOV	\$6,967
24-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	NNGO	\$192,302
24-RR-CEF-026	Nutrition	UNICEF	INGO	\$58,341
24-RR-WFP-022	Food Assistance	WFP	NNGO	\$4,417
24-RR-WFP-022	Nutrition	WFP	INGO	\$133,479
24-RR-WFP-022	Food Assistance	WFP	INGO	\$155,172
24-RR-WFP-022	Food Assistance	WFP	NNGO	\$11,298
24-RR-WFP-022	Nutrition	WFP	NNGO	\$3,107
24-RR-WFP-022	Nutrition	WFP	INGO	\$3,611
24-RR-WFP-022	Food Assistance	WFP	NNGO	\$33,435
24-RR-WFP-022	Food Assistance	WFP	NNGO	\$36,853
24-RR-WFP-022	Nutrition	WFP	NNGO	\$38,269
24-RR-WFP-022	Food Assistance	WFP	NNGO	\$118,549
24-RR-WFP-022	Food Assistance	WFP	INGO	\$109,762
24-RR-WFP-022	Food Assistance	WFP	NNGO	\$9,872

ANNEXE : FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERES AUX PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE II

CERF Project Code	Cluster/Sector	Agency	Partner Type	Total CERF Funds Transferred to Partner US\$
24-RR-WFP-022	Nutrition	WFP	NNGO	\$16,232
24-RR-WFP-022	Food Assistance	WFP	NNGO	\$28,707
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	NNGO	\$28,636
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	NNGO	\$16,838
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	NNGO	\$27,792
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	NNGO	\$28,263
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	NNGO	\$21,624
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$19,707
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$16,299
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$20,031
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$4,668
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$4,668
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$4,668
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$4,668
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$4,683
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$4,668
24-RR-FAO-014	Food Assistance	FAO	GOV	\$4,513